Année, N° 70 - 15 Décembre 1928 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-Xe

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. Marzet.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil ou Barat.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration : Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).



Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne"

"LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique

est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 8 fr. 50

Franco .... 10 fr. 50

Etranger .... 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

AUTOUR DE LA « GAZETTE DU FRANC »

Cette fin d'année est riche en scandales politiques et financiers. Après les fameux articles 70 et 71, l'affaire de la Gazette du Franc et des Nations; *après l'affaire de la* Gazette, *l'histoire Klotz.*

Les articles 70 et 71, préparant le retour des Congrégations, n'ont pu être avalés par les chefs radicaux. « Vous ne pouvez pas, a dit Poincaré; eh! bien, on se passera de vous. » Pour le moment, la bourgeoisie peut fort bien, en effet, se passer d'eux et des chefs socialistes. Si elle a besoin d'eux comme paravent, quelque jour, il sera toujours temps de leur faire signe. Comme Lépine jadis, ils ont le téléphone chez eux.

Pas mal, l'histoire de la Gazette du Franc *! Certes, Rochette avait fait aussi bien autrefois, dans le même genre. Il avait trouvé autant de gogos, mais il n'en avait pas mis plein la vue — le pauvre Rabier, cette lumière radicale de l'Orléanais et de la Chambre mis à part — à autant de personnalités politiques et journalistiques que ne l'a fait Mme Hanau.*

Il fallait à cette dame un orchestre pour sa parade foraine, il lui fallait des démarcheurs, non seulement pour sa clientèle, mais pour ramasser les attestations et interviews des grosses légumes de tous pays et de toutes couleurs; elle a trouvé à embaucher un ancien directeur du Creusot, le royaliste de Courville, un ancien chef de cabinet de ministre, le bon républicain Audibert, ancien directeur, en outre, du Radical, *de Marseille, et des tas de Prêté et de Jérôme Lévy. Il lui fallait des bulletin financiers de grands journaux.* Le Quotidien, *la* Rumeur, *le* Réveil du Nord *lui vendent le leur; Dumay lui vend en sus les adresses de ses braves types de souscripteurs.*

Il suffit aujourd'hui qu'on annonce un tas d'or quelque part pour qu'une volée de journalistes ou de politiciens s'abatte dessus comme une volée de moineaux sur un tas de blé. Et, naturellement, le gardien du tas ou du guichet est un individu merveilleux; le reflet de l'or lui confère la vertu de l'intelligence. Ne suspectez pas son casier judiciaire ni ses intentions.

Chez les hommes d'après-guerre, on dirait que l'esprit critique est complètement atrophié. L'histoire de la Gazette *comporte un petit chapitre particulièrement symbolique. Il existait un syndicat de journalistes professionnels qui paraissait attaché à guérir sa corporation de la mentalité « employé de Bunau-Varilla », et à lui donner un esprit de métier qui se respecte et se fait respecter. Eh! bien, ce syndicat on le retrouve, logé dans les bureaux de la* Gazette du Franc, *et son secrétaire fourré dans l'*Interpresse. *Plus rien ne compte aujourd'hui devant l'or et la force. Tout le monde en est aveuglé.*

Il y a un an, lorsque Anquetil lança la Rumeur, *nous avons dit, ici, en voyant la foule des littérateurs dits de gauche, écrivains et journalistes, se ruer pour y placer leur copie : « Vrai, ils ne sont pas dégoûtés! Ça ne leur fait donc rien de travailler sous la direction d'un policier, d'un provocateur, doublé d'un pornographe, triplé d'un maître-chanteur? » Et, pendant quelques mois, en voyant la* Rumeur *dans tant de mains, nous pensions : Parisiens, vous n'êtes vraiment plus difficiles!*

Je ne sais si je ne me trompe, mais je crois que des histoires comme celles de la Rumeur *ou de la* Gazette du Franc *n'auraient pas été possibles avant-guerre. Un type aussi démasqué qu'Anquetil n'aurait pu s'aventurer aussi loin, et Mme Hanau aurait eu plus de peine à racoler ses démarcheurs politiques. L'esprit critique s'atrophie, la propreté morale se perd. La bourgeoisie est-elle dans une période de décomposition et de pourriture telle que toutes les catégories et toutes les classes s'en ressentent? Ou bien sommes-nous déjà, sans le savoir, si américanisés que plus rien ne compte que « faire » des dollars ?*

⁂

UNE BATAILLE COMMENCÉE

Il y a six mois déjà que Loucheur déclara posséder sur son bureau, prêt à être publié, le fameux règlement d'administration publique sur les assurances sociales. Il se vantait sans doute. Mais, vraiment, ce règlement tarde bien à sortir!

Pourquoi ce retard ? Retard d'autant plus prodigieux que les organisations intéressées devaient être préalablement consultées sur l'élaboration de ce règlement. Or, il ne semble pas qu'elles l'aient été encore.

On raconte, il est vrai, qu'un représentant ouvrier — serait-ce celui de la C. G. T. ? — aurait concédé à Loucheur qu'une consultation des organisations était inutile et que suffirait une consultation de personnalités diverses, sorte de conseillers techniques du ministre choisis dans les diverses organisations, mais ne dépendant pas d'elles.

Admettons que cette consultation anormale, en se prolongeant, soit cause du retard de publication du règlement. Mais constatons que ce retard n'a pas l'air de contrarier tout le monde. Les initiés se remuent même beaucoup. Par hasard, ce retard serait-il voulu? Ce qui devait être fait une fois le règlement rendu public sera-t-il aux trois quarts achevé quand il sortira enfin? Bienheureux retard, qui assurerait ainsi aux initiés une sérieuse avance sur les non-initiés. Les caisses de secours des uns et le rassemblement des assurés autour d'elles seraient largement en train, tandis que les autres, les non-initiés aux parlotes du ministère du Travail, auraient tout à mettre en route.

Les initiés sont de deux sortes, le patronat et la C. G. T. Je laisse de côté l'Eglise et les syndicats chrétiens, à tort peut-être, car leur rôle pourrait bien être moins négligeable qu'on ne l'escompte. Patronat et C. G. T. poussent activement la création de leurs caisses primaires.

La C. G. T. a vu d'un bon œil ce retard du règlement; cela lui permettait de prendre une énorme

avance sur la C. G. T. U. Mais la voici qui s'alarme. Elle vient de s'apercevoir que tandis qu'elle veillait surtout à la concurrence des syndicats unitaires, un danger autrement sérieux se développait, menaçant l'organisation réformiste aussi bien que l'organisation révolutionnaire. Les préparatifs faits par le patronat pour s'emparer de la gestion des caisses d'assurances sociales sont déjà si visibles qu'ils épouvantent, à juste titre, les dirigeants confédérés.

La bataille pour la gestion des assurances sociales est commencée. L'offensive patronale a grande allure. Laisser la gestion aux ouvriers, aux assurés? Allons donc! La partager avec eux? Non plus! Fidèle à la tradition du paternalisme, le patronat du textile, de la métallurgie, des produits chimiques, veut des caisses à lui, dans un esprit de domination et de philanthropie, avec des créatures à lui, figurant le rôle de gestionnaires ouvriers. Les assurances sociales seraient la suite et le développement des allocations familiales, dont nos camarades du Nord ont dénoncé les multiples dangers.

Que va être la riposte ouvrière? Il est bien certain qu'elle ne peut tarder et qu'elle ne saurait se produire dans l'ombre. Les assurés vont-ils laisser à d'autres, à leurs ennemis, le soin de gérer leurs caisses, surtout leurs caisses primaires? Dans un an, la loi entrera en vigueur. Toute cette année sera marquée par la lutte pour la gestion des assurances sociales. Et ce sera une véritable lutte classe contre classe.

Selon que cette lutte sera menée avec plus ou moins de vigueur, l'assurance sociale s'éloignera davantage de l'assistance et de la charité. Notre camarade L. Fontis, qui étudie dans ce numéro le problème des assurances sociales, oppose la médecine pour pauvres à la médecine tout court. C'est, à mon avis, avec la gestion pour les assurés, l'un des points essentiels.

Les assurés auront à se donner, c'est-à-dire à conquérir, d'autres soins que ceux qu'ils ont connus au régiment ou à l'hôpital, une autre médecine que celle que connaissent mineurs et cheminots auprès des médecins de Compagnies.

La bataille est commencée, bataille en faveur d'une médecine pour hommes et non pour mendiants, cobayes ou chevaux, bataille pour la gestion des caisses d'assurances par les assurés eux-mêmes, c'est-à-dire par les ouvriers. Dès à présent, le patronat a occupé pas mal de positions d'où il faudra le déloger. Ce ne sera pas toujours facile. Surtout si chaque C. G. T. ne pense qu'à son intérêt de boutique, et si la classe ouvrière est incapable de foncer avec vigueur et avec ensemble.

⁂

LA CRISE COMMUNISTE

Encore une crise dans le parti communiste ! Mais pourquoi n'en subirait-il pas une nouvelle, puisque, selon le mot de Renaud Jean en 1924, il est en état de crise permanente?

Comme les précédentes, cette crise secoue les sommets du parti et plonge dans la stupeur la foule des simples membres qui se disent :

*— Cette fois encore, qui aurait pensé que ça n'allait pas dans le parti? Tous les jours, l'*Humanité *nous racontait pourtant que l'accord le plus parfait régnait dans notre Direction monolithique et que nous marchions de succès en succès.*

*Il faut croire que ça n'allait pas, en effet, puisqu'il y a crise ouverte, affichée, claironnée. Au début de novembre, se tenait un « Comité central de clarification », agrémenté d'un match de boxe entre Doriot et Thorez. Dans une encyclique solennelle, tardivement publiée le 18 novembre, ce Comité central révélait aux fidèles que « depuis plus d'un an des divergences profondes sur des problèmes essentiels ont divisé le Bureau politique et le Comité central. » Des sanctions sévères étaient annoncées. On ne parlait de rien moins que de « procéder à l'épuration de l'appareil de l'*Humanité *et du parti des éléments de scepticisme, d'arrivisme et de bureaucratisme. »*

Les malheureux ne se demandaient pas ce qui pourrait bien rester de l'appareil quand on en aurait chassé les sceptiques, les arrivistes et les bureaucrates. Mais rassurez-vous. Il suffit d'être dans la ligne, comme vient de l'établir, une fois de plus, la remise en selle de Thaelmann dans le parti allemand, pour avoir le droit d'être sceptique, arriviste, bureaucrate et pire encore.

Mais qu'y a-t-il au fond de cette crise? Quelles sont ces divergences profondes... sur des problèmes essentiels... qui ont divisé le Bureau politique et le Comité central... depuis plus d'un an?

Jusqu'à présent, il faudrait être au moins du Comité central, peut-être même du Bureau politique, pour le savoir ou le deviner. Encore n'est-ce pas sûr. Dans les dix mois où j'ai appartenu au Comité directeur, il y a pas mal de choses que je ne me flatte pas d'avoir comprises sur-le-champ. Jusqu'à présent, on ne sait autant dire rien sur ces divergences profondes, sur ces problèmes essentiels. Espérons que dans sa deuxième phase la discussion sera plus claire que dans la première.

Il est vrai que dans la première, discuter n'était guère engageant. Dès l'ouverture, monologue des dirigeants bénis par l'I. C., qui pouvait se résumer ainsi : « Vous allez discuter et dire ce que vous avez dans le ventre, afin que nous puissions démolir le portrait des contre-révolutionnaires que vous êtes et flanquer dehors le nouveau résidu de droite que vous formez. »

Sur une pareille invitation, vous pensez si les amateurs se bousculaient!

Il a fallu changer de méthode. Les menaces d'exclusion ont été remisées. Pourquoi ? Seulement pour faciliter la discussion ? C'est peu probable. Mais le fait est là, on ne parle plus d'exclusions. Au moins pour le moment. Alors, on va discuter. Il y a encore bien des hésitations. Enfin, un militant de province, Crozet, de la région orléanaise, s'est risqué. Le secrétariat du parti lui a répondu. Cela a pris une grande

page de l'Humanité. *Après lecture, j'en suis encore à me demander sur quels problèmes essentiels existent des divergences profondes.*

Si les dirigeants du parti tenaient à une discussion intelligible, s'ils avaient autant de goût qu'ils le disent pour l'autocritique, s'ils n'avaient pas surtout autant de mépris pour leurs troupes à qui ils savent pouvoir faire avaler tout ce qui leur plaira, ils auraient procédé autrement, il me semble. Ils auraient commencé par publier un compte rendu impartial des débats de ce Comité central, ils auraient réservé pour la fin de la discussion la rédaction de leur encyclique — à quoi bon discuter si d'avance le résultat est écrit ? — et surtout ils auraient laissé à Renaud Jean, à Doriot, à Bernard, à Alice Brisset, à Villatte, le soin d'exposer chacun leur point de vue. Pour connaître l'opinion de Renaud Jean c'est une drôle d'idée d'aller la demander à Semard ou à Thorez.

D'où vient que cette discussion ait changé de ton ? On m'a fourni deux explications : 1° La discussion en Russie entre Staline et Rykov ayant tourné court, plus n'est besoin de discuter en France avec la même violence. Tout le monde est staliniste, en attendant que tout le monde soit rykoviste; 2° On a changé de ton quand on a vu derrière Renaud Jean, Doriot et Bernard, tout le groupe parlementaire, tout le groupe de l'Hôtel de Ville, toutes les municipalités de la banlieue rouge. Du coup, plus d'opération chirurgicale sur l'appareil du parti « gangrené de scepticisme et d'opportunisme ». Des cataplasmes.

Au lieu de crever l'abcès, on le refermera prudemment. Jusqu'au moment où un nouvel accès de fièvre se produira.

« Rien n'est plus alarmant que la baisse des effectifs du parti et de la C. G. T. U. », déclare l'Internationale Communiste. Mais quel moyen d'arrêter cette baisse qui ne cesse pas depuis plusieurs années déjà ? On n'ose pas publier les chiffres auxquels on est descendu. On n'ose pas davantage rechercher les véritables causes de cet affaiblissement organique. Dans six mois, à la prochaine crise, la situation sera un peu plus alarmante, voilà tout.

La lutte au sein du parti russe entre Staline et Rykov a été différée, reculée. Mais il faudra sauter à un moment donné. En vue de ce moment, Staline poursuivra-t-il dans les partis de l'Internationale les éléments suspects de sympathie pour Rykov ou simplement suspects d'indépendance ? On se rappelle que déjà dans l'Internationale Communiste les éléments suspects de sympathie pour Trotsky, ou simplement suspects d'indépendance, avaient été exclus plusieurs années avant qu'on n'osât exclure Trotsky et le déporter à Alma-Ata.

La crise actuelle du parti communiste français peut se calmer; ce ne sera pas pour longtemps. Mais avant de penser à la prochaine, attendons au moins de savoir quelles divergences profondes sur des problèmes essentiels ont provoqué la crise présente.

P. MONATTE.

Pour sauver les déportés de Russie

UNE LETTRE DE RADEK AU COMITÉ CENTRAL DU P. C. RUSSE

L'organe des communistes allemands d'opposition, la Volksville, *a publié le* 29 *novembre une lettre adressée par Radek au Comité Central du Parti russe. Nous reproduisons cette lettre. Qu'elle rappelle à nos amis la proposition des camarades de Longwy, que nous avons publiée la dernière quinzaine. Qu'elle les incite à chercher les moyens les meilleurs pour lutter, ici, contre la déportation de Trotsky, contre la déportation des militants révolutionnaires russes, contre ce véritable scandale.*

Camarades,

Lorsque j'ai reçu la nouvelle de la maladie du camarade L. D. Trotzky, j'ai adressé une requête au Bureau politique du Parti, lui demandant de placer le camarade Trotsky en un lieu où les conditions d'existence rendissent possible sa guérison. Jusqu'à présent, le C. C. n'a pris aucune mesure dans ce sens, bien que la nouvelle se confirme *d'une aggravation continue de la maladie du camarade Trotsky,* et bien que des cercles d'ouvriers de plus en plus grands, à la connaissance desquels ce fait a été porté, réclament que fin soit mise à cette situation inouïe.

Vous nous avez exclus du Parti et bannis comme contre-révolutionnaires, sans tenir compte que les plus âgés d'entre nous ont combattu un quart de siècle pour le communisme et que les plus jeunes se sont trouvés, dès le premier moment de leur vie publique, dans les rangs de la révolution d'Octobre. Ce fait m'empêche de faire appel à vos sentiments. Mais, depuis le jour où vous avez mis à exécution l'incroyable mesure qu'a été notre exclusion du Parti et notre exil, sous une accusation qui fait, non pas notre honte, mais celle de ceux qui l'ont lancée, — depuis ce jour, il est temps que vous établissiez votre bilan. Huit mois sont passés déjà, huit mois de crise du grain, huit mois durant lesquels le koulak a mobilisé le village contre le pouvoir des Soviets, huit mois au cours desquels le nid de voleurs des malfaiteurs bourgeois qui agissent sous la protection du pouvoir des Soviets s'est trouvé découvert. D'où vient le danger qui menace le pays, un aveugle seul ne le voit pas. Tenir en exil ceux qui ont réclamé la lutte contre le koulak, c'est soit de la démence, soit l'aide consciente du koulak et des mercantis.

Huit mois se sont écoulés, depuis l'instant de notre exil. Pendant ces huit mois, vous avez été contraints, pour cause de dilapidation, pour cause de gaspillage, pour cause d'alliance directe conclue avec l'ennemi de classe, de traduire devant les tribunaux ceux qui avaient « sauvé » la dictature prolétarienne « des intrigues de Trotsky, de J. N. Smirnov, de Mouralov, de Serebriakov, de Smilga, de Préobrajensky, de Mratchkovski ». Sachant que les auteurs des catastrophes de Smolensk, d'Artemovsk, de Riazan, d'Odessa, sont toujours en nombre dans le Parti, vous avez été contraints d'appeler à l'aide le Parti, la masse ouvrière, pour lutter contre ces parasites, dévorant le P. C. et le pouvoir des Soviets. N'est-ce pas de la démence, n'est-ce pas protéger ces éléments, que tenir en exil ceux qui ont lutté pour la démocratie dans le Parti, comme moyen de purger le Parti des facteurs de décomposition ?

L'aperçu qui précède montre clairement où sont les vrais ennemis du Parti et où sont ses vrais amis.

Et vous permettez qu'en exil les bolcheviks-léninistes soient littéralement anéantis.

Sibiriakov, qui jadis sous les tsars fut expédié dans la Katorga, vient d'être ramené à Moscou par le Guépéou dans un état désespéré. Le camarade Alski ayant contracté une maladie grave au cours de son travail révolutionnaire en Chine, s'est trouvé près de mourir sans secours médicaux. Maintenant encore, on essaye de l'arracher à la clinique de Tomsk, pour l'envoyer à Roubzovsk, ou aucune aide médicale qualifiée n'existe. Un véritable ami du Parti, le camarade Taras Choretchko, pris du typhus, a perdu connaissance à Narym, dans une contrée qu'entourent des marais à travers lesquels le médecin n'a pu passer. Et quand notre protestation vous a enfin obligés à l'expédier à Kamen, il y est allé tenant à peine sur ses pieds, sans aucun moyen pécuniaire. Nous avons dû lutter pour obtenir les quelques roubles nécessaires à payer le transport de son bagage. Un bolchevik-révolutionnaire, dont le passé n'est pas plus mauvais que le vôtre, doit rétablir ses forces avec 30 roubles par mois. Nous nous taisions là-dessus devant la classe ouvrière ; c'est à vous seulement que nous nous adressions.

Mais l'histoire de la maladie du camarade Trotzky fait déborder la patience. Nous ne pouvons nous taire et rester impassibles, quand la malaria consume les forces d'un militant qui, toute sa vie, a servi la classe ouvrière, qui fut l'épée de la révolution d'Octobre. Si les intérêts fractionnels ont éteint en vous tous les souvenirs de la lutte révolutionnaire commune, peut-être la simple raison et le calcul peuvent-ils pourtant y parler. Les dangers contre lesquels combat la République des Soviets grandissent. Possédant tout l'appareil d'information, vous êtes mieux informés que nous, mais nous savons aussi comment vous vous comportez en face de la situation. Des hommes qui ne songent pas à combattre les dangers croissants peuvent seuls se montrer aussi indifférents à la destruction d'une unité de combat telle que le camarade L. D. Trotzky. Mais ceux d'entre vous, et je suis convaincu que le nombre n'en est pas petit, qui songent avec effroi à ce qu'apportera demain et qui veulent lutter contre les dangers grandissants, doivent se dire :

Assez joué avec la santé et la vie du camarade Trotzky!

Ils doivent poser la question de la fin du bannissement des bolcheviks-léninistes, Trotzky en tête, Ils doivent, avant tout, exiger que, dans le laps de temps le plus court, on place le camarade Trotzky d'en d'autres conditions climatériques, qu'on lui accorde une aide médicale qualifiée, qu'on le délivre du souci du pain quotidien. Faites cela, camarades, aussi vite que possible, que nous n'éprouvions pas la honte d'entendre des centaines de mille, ayant vu Trotzky au front de la guerre civile, élever la voix pour sa délivrance. Faites vite, car si un ouvrier du Parti peut beaucoup supporter, il lui est impossible de supporter la certitude que, dans l'Asie centrale, le Parti de la classe ouvrière entreprend consciemment la ruine d'un camarade ayant combattu au premier rang d'Octobre.

Je ne vous écris pas cette lettre pour aiguiser encore le combat des fractions, mais pour vous décider à mettre fin à une situation susceptible d'élargir encore le fossé que vous-mêmes avez creusé, une situation susceptible de vous séparer plus encore de nous, — de nous qu'on a rayés du livre du Parti, de nous qui portons l'écrit timbré du Guépéou avec l'accusation selon l'article 58, — mais qui nous sentons encore membres du Parti et qui luttons pour les intérêts de la classe ouvrière.

Tomsk, en octobre 1928. KARL RADEK.

Parmi nos Lettres

Le salaire égal dans les P. T. T. Une lettre de notre camarade Jehanne Stanko, nous donne d'utiles précisions quant aux progrès de cette revendication essentielle des dames employées des P. T. T. :

Rien n'est encore enlevé pour le salaire égal et il ne faut pas vendre la peau de l'ours...

Le projet de la Commission des finances tel qu'il a été adopté par la Chambre dimanche (9 décembre) c'est-à-dire la transformation de 2.000 emplois de dames employées en emplois de commis, constitue un commencement de réalisation. Encore faut-il que nous nous mettions d'accord avec l'Administration sur les modalités de cette intégration, ce qui n'est pas.

Présentement, nous craignons que l'article du budget des P. T. T. concernant les dames, et qui n'a pas passé sans difficulté, soit renvoyé par le Sénat, ce qui constituerait pour nous l'enterrement.

L'Association jaune des commis, autrement dit l'Association contre l'égalité de salaire, mobilise toutes les forces réactionnaires du Sénat pour faire renvoyer cet article au nom de la répercussion que la réforme aurait dans le commerce et l'industrie, et pour sauvegarder la famille (!)

Incohérence Au récent Comité national de la C. G. T. U., c'est Jacquet qui rapporta la résolution contre le « versement ouvrier » dans le système des assurances sociales; or, Jacquet est cheminot, et... les cheminots pratiquent le versement ouvrier, comme le montre la lettre que voici :

Les cheminots ont deux avantages bien distincts assimilables aux Assurances sociales : leur caisse de retraites et leur caisse de prévoyance.

Pour la constitution de la première, soumise à un réglement spécial homologué par le ministre, les cheminots laissent chaque mois 5 % de leur salaire fixe. La Compagnie verse le double, soit 10 %. L'affiliation est en principe facultative, et, en fait, unanime à cause des avantages.

Pour la seconde, qui donne droit aux visites médicales gratuites, aux médicaments gratuits, au paiement des jours de maladie ou blessure hors-service (jusqu'à un certain délai) les cheminots laissent 1 % du même salaire fixe.

Les Fédérations n'ont jamais demandé la suppression de ces deux versements ouvriers. La revendication porte seulement sur la gestion des caisses : elles sont gérées par les compagnies seules, alors que les intéressés désireraient les gérer eux-mêmes, ou tout au moins participer largement à leur gestion.

« Le Dernier Empereur » Un billet de Jean-Richard Bloch :

Je suis très reconnaissant à la Révolution Prolétarienne *de la marque de sympathie qu'elle m'a donnée en annonçant comme elle l'a fait la reprise du* « Dernier Empereur » *au Studio.*

Cette pièce, écrite dès la démobilisation, comporterait, si j'avais à la récrire, un éclairage moral et des péripéties passablement différentes. Telle qu'elle est, vous ne vous êtes pas trompés en y voyant le geste de révolte et de pitié à la fois d'un blessé, d'un combattant.

POUR LES GREVISTES D'HALLUIN

Troisième liste de la Ligue Syndicaliste : Berthélemy, 25 fr.; Leblanc, 10 fr.; Van Hollebecke, 10 fr.; Delsol, 5 fr.; Garsot, 5 fr.; Georges Leroy, 5 fr.; Garsot, 5 fr.; Fulconis, 5 fr.; Béranger, 10 fr.; M. Marcouly, 10 fr.; M. Pommera, 20 fr. — Total : 110 francs (versé à la Fédération du Textile le 5 décembre; le montant de la deuxième liste a été versé le 5 novembre).

Médecine pour pauvres ou médecine pour malades

Quelle sera la médecine des Assurances sociales ?

On commettrait une erreur en s'imaginant que la médecine ne connaît pas les classes sociales, qu'elle secourt pareillement les malades, qu'elle est neutre, en un mot, et qu'elle obéit seulement aux exigences de la technique et de la science. Il y a une médecine pour le peuple, une autre pour la bourgeoisie.

Quand nous voyons autour du tapis vert des comités de « bonnes œuvres », les seigneurs de la métallurgie, les barons de la finance, les nobles dames du faubourg Saint-Germain, les politiciens, même des partis les plus avancés, nous ne pouvons pas être dupes : il s'agit d'affermir une autorité, de conserver une influence, de maintenir une sujétion. Derrière la façade de philanthropie se trouvent intérêt et profit.

Cela ne veut pas dire que parmi les charitables il n'existe pas de braves gens, mus par de nobles sentiments. Non, mais ceux-là sont des agents inconscients dont d'autres tirent les ficelles. Souvent d'ailleurs, ces « philanthropes », unis par un intérêt profond, se surveillent et se disputent derrière la façade.

La bourgeoisie vient de donner au peuple les assurances sociales. Le Parlement, unanime, a voté la loi. Il suffit d'avoir parcouru le compte rendu des débats pour voir que cela ne s'est pas fait sans difficultés.

Les patrons ont d'abord combattu le projet. Ils prétendaient garder pour eux leurs œuvres personnelles. Ne faisaient-ils pas déjà la charité ? Ils étaient, ainsi, sans contrôle, les maîtres chez eux. Les Chambres de Commerce ont fait entendre des protestations. Des économistes ont prédit des catastrophes. Des moralistes libéraux ont émis des doutes. Et pourtant la loi est votée. Tout le monde est satisfait. On s'est mis d'accord. On s'est mis d'accord sur la « médecine » que l'on va donner au peuple.

Il convient, en effet, que les assurances sociales ne sortent pas du cadre des productions sociales bourgeoises, qu'elles ne constituent pas, pour le peuple, sinon un moyen d'émancipation, du moins une institution qu'il dirigerait lui-même. Il faut que la bourgeoisie distribue au peuple une certaine médecine, une médecine populaire, une médecine qu'elle dirige.

Pendant la guerre, on récupérait des combattants. Pendant la paix on récupérera des ouvriers.

Médecine en fonction d'une utilisation bourgeoise, médecine économique et productive.

LA MEDECINE ACTUELLE

Pour bien comprendre la situation et saisir toute l'importance du problème que l'assurance sociale pose devant la classe ouvrière, jetons d'abord les yeux sur la médecine actuelle.

Elle comporte la clientèle bourgeoise et la clientèle ouvrière. Le malade de classe bourgeoise est soigné à domicile par le médecin qui dispose de toutes les ressources mises par la science à sa disposition (laboratoires, etc.). Il reçoit donc chez lui tous les soins appropriés à son état. S'il ne peut être soigné chez lui, il est transporté dans une maison de santé. Il a une chambre spacieuse, aérée, claire, avec tout le confort moderne. Bref, il trouve là non seulement le milieu technique le meilleur, mais l'atmosphère qu'il faut, le silence, le calme, un personnel stylé. Et c'est bien.

L'ouvrier malade ne peut, généralement, recevoir en son logis les soins qu'exige son état. Il ne peut supporter les frais de multiples recherches de laboratoire. Son domicile est trop étroit, sa famille surchargée de besogne. Il va donc à l'hôpital.

A l'hôpital, c'est la salle commune, les compagnons de misère comme lui, entassés. Les malades n'y trouvent ni silence, ni repos. Aucun confort. Des médecins qu'ils ne connaissent pas, qu'ils n'ont pas choisis. A côté de ce typhique qui geint, se trouve placé ce pneumonique qui halète. Les plus élémentaires notions d'hygiène ne sont pas respectées.

La salle commune (il en est encore de 50 à 60 lits) est une honte de notre temps : elle est indéfendable à tous points de vue. Le malade n'y trouve pas le milieu de silence, de calme et de confiance dont il a besoin.

Il y rencontre, certes, des êtres secourables, dans le personnel médical et infirmier. Il y trouve parfois aussi des personnages dédaigneux et condescendants qui distribuent sèchement et mécaniquement une science dont ils sont les vaniteux serviteurs. Les hôpitaux ne sont-ils pas une réserve de ce matériel humain qui sert d'expérience et permet d'acquérir une renommée utile pour l'affût de la clientèle riche?

La salle commune pour les malades, des soins gratuits, mais dont la gratuité est payée par la réclame : tel est le système.

Qu'on trouve, à l'hôpital, de la bonté et du dévouement, sans doute; mais dans une société où tout est subordonné au profit, la règle est qu'on y rencontre intérêt et profit.

Est-ce cette médecine-là qu'on va distribuer dans les assurances sociales ? Sans aucun doute, si les bénéficiaires de la loi y consentent.

Cette médecine est celle que distribuent l'Assistance, les œuvres charitables, les institutions patronales. Elle n'existe pas d'hier. Distribuée par des mains différentes, sous des noms différents, elle est restée dans le même cadre, fixée par les conditions économiques et financières. Elle a toujours gardé le caractère d'être en retard sur la science et la technique. Il y a à peine plus d'un siècle, l'Hôtel-Dieu comportait des lits à trois places. Entendez que, dans chaque lit, côte à côte, reposaient trois malades. L'un mourant, un autre prenait sa place. Aujourd'hui, cinquante ans après Pasteur, chaque malade a droit à un lit, mais dans la salle commune. Le fait est aussi monstrueux.

C'est la médecine d'assistance qui a succédé à la médecine de charité; elle en a conservé le caractère. C'est, en effet, l'Eglise qui assumait seule, autrefois, la charge de soigner les pauvres. Elle mesurait l'aumône à ses ressources. L'Etat a pris la place de l'Eglise, mais l'Etat bourgeois limite son budget médical, non aux besoins réels, mais à une part artificiellement déterminée. Cette part ne saurait prétendre égaler la dixième partie du budget de la guerre.

Et il est intéressant de noter l'hypocrisie d'une société qui néglige la protection de la vie ou du moins la limite au besoin qu'elle a de soldats et de travailleurs. La médecine de paix ressemble à la médecine de guerre. On ne veut pas aborder franchement le problème de l'hygiène, car il touche aux bases mêmes de la société.

C'est le bien-être, ce sont les meilleures conditions de travail, d'habitat qui permettent une vie plus longue et plus saine. L'amélioration des conditions de vie, de la vie matérielle d'abord, voilà le premier point à étudier.

Or, l'ouvrier sait qu'il doit conquérir son bien-être, et cette conquête, il doit la faire sur le patron et sur l'Etat, sur ceux-là mêmes qui lui distribuent la médecine. Etat bourgeois, patronat : médecine d'assistance, médecine pour pauvres !

Le patronat n'a pas négligé le problème des soins à ses ouvriers; celui-ci est inclus dans le problème de la main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre, il ne faut pas seulement la recruter, il faut la maintenir en état de produire, se l'attacher.

La médecine patronale vise le double but de récupérer la main-d'œuvre, de la tenir en sujétion : elle est un moyen d'influence.

Voilà pourquoi la grande industrie a fait des hôpitaux, pourquoi elle a multiplié les moyens de soigner ses blessés, ses malades, ceux qui tombent pour elle, dans ses usines et ses chantiers. Techniquement, elle a construit des hôpitaux modernes bien outillés, mais elle a gardé la formule de l'hôpital : usine où l'on soigne en série, économiquement, médecine sans âme. Ne nions pas son effort : il est notable; mais il n'est pas désintéressé.

La médecine patronale est donc de même nature que la médecine d'assistance. C'est une médecine pour le peuple, une médecine pour sujets. Elle évolue et suit les progrès scientifiques dans la mesure où le permet l'économie.

Le peuple ne dit rien, il ne sait pas. Pas plus qu'il ne s'étonne d'habiter des taudis, alors qu'existent autour de lui des palais.

Les besoins d'une bonne médecine, comment auraient-ils pu naître en lui ? Qui l'aurait documenté ? Il est étonné par l'aspect de certaines salles d'hôpitaux. Cependant, la plupart du temps, il sent confusément qu'il est mal. Il tâche de fuir. Mais les nécessités économiques le ramènent à l'hôpital. Il s'en accommode; il fait contre mauvaise fortune bon cœur. Il s'installe dans la médecine d'hôpital, vit dans la salle commune, dans les pires conditions d'hygiène. Ne s'accommode-t-il pas des pires choses, de l'écrasement dans le métro et dans les trains, des taudis surpeuplés ?

Une loi est-elle votée par hasard, susceptible de lui donner une certaine sécurité dans l'administration des institutions qui lui sont destinées. Vite, on se bat pour annihiler son action, et c'est sous son nom qu'on gouverne.

C'est ainsi que la loi de 1894, sur les soins aux mineurs, aboutit à la pire médecine « populaire ».

La loi sur les accidents du travail le maintient dans le cadre de la médecine d'hôpital. Belle illustration des conflits d'influence et des luttes pour le profit autour des éclopés que guettent l'assureur, et son contentieux, et ses cliniques, et les médecins marrons.

Nous ne parlons pas des mutualités, dont les politiciens se servent et qu'ils flattent. Ce ne sont pas elles qui songeront à changer le cadre de la médecine « populaire ».

ROMPRA-T-ON AVEC LA « MEDECINE POUR PAUVRES » ?

La médecine d'assurance sociale pourra-t-elle se dégager du champ habituel, répondra-t-elle aux données de la technique, tiendra-t-elle compte des facteurs moraux, bref s'instituera-t-elle dans une atmosphère de bonté et de confiance ?

Certes, tant que la révolution ne sera pas faite, les conditions de l'existence ne seront pas changées, et il sera difficile aux ouvriers, mal logés, de recevoir chez eux les soins nécessités par leur état de santé. Dans beaucoup de cas, d'ailleurs, le cadre familial se prête mal aux soins et ceux-ci sont mieux donnés hors du domicile. Mais il est possible de supprimer la « médecine pour pauvres », d'y substituer la médecine pour malades.

Il est possible de créer des établissements, maisons de santé, sanatoria, où les malades recevront des soins comme les bourgeois riches en reçoivent dans les établissements privés, dans les riches stations, avec le luxe tapageur et le battage en moins.

Peut-être suffit-il de le vouloir.

PLUSIEURS CATEGORIES D'ENNEMIS

Nous analyserons la loi votée et nous examinerons ce qu'elle *promet*, ce qu'elle est susceptible de tenir, comment elle s'efforce de *maintenir le cadre habituel*. Disons de suite que la conception de la médecine *technique* et *syndicaliste* se heurte à des ennemis de tous genres :

Les bénéficiaires qui ne savent pas, dont les besoins ne sont pas éveillés;

Les médecins, du moins la majorité, peut-être;

Le patronat;

L'administration d'Etat, les politiciens, le Parlement;

La mutualité.

Les milieux populaires ne connaissent pas les données actuelles du problème de l'évolution de la médecine. Ils ont leurs habitudes, leurs clichés; ils ne sont pas à la page. Leurs besoins sont modestes.

Comment pourrait-il en être autrement ? Qui les aurait éveillés ? La presse ? Elle les tient à peine au courant des grosses manifestations, de certaines grandes découvertes; le plus souvent, ce qu'elle en dit est pure réclame. Et comment pourrait-elle suivre le mouvement scientifique et technique, cette presse qui est un anachronisme, qui reste figée dans la littérature et le verbalisme?

Le peuple ne suit pas davantage le mouvement médical qu'il ne suit le mouvement économique. Il ne peut donc s'orienter. Et c'est un jeu que de le consulter « pour imprimer une direction », après lui avoir préalablement mis un bandeau sur les yeux.

Du côté du peuple, nous avons donc fort à faire. Pour le syndicalisme, la loi d'assurance sociale peut être un tremplin merveilleux.

La technique qui, pour une large part, agit sur le caractère des hommes, influence l'économie, la domine. Ses progrès, pourrait-on dire, sont autant de révolutions. C'est la technique qui a provoqué la concentration capitaliste et créé l'ouvrier moderne. En médecine, c'est la technique aussi qui domine la

production médicale et en fixe les caractères. Or, nous voici en pleine révolution technique. La médecine évolue rapidement, mais plus lentement évolue la mentalité des médecins.

Dans le moment présent, la situation est curieuse; les médecins sont dans la confusion la plus grande, de mentalité bourgeoise, venant de milieux bourgeois, ils sont pris entre les préjugés qui les retiennent vers leur classe et les conditions de leur technique, qui les jettent contre l'Etat et contre le patronat. Ils voudraient rester des individus libres, conserver à leur profession le caractère de profession libérale, rester bourgeois; l'évolution de la science médicale les pousse à être des *fonctionnaires* de l'Etat ou des employés salariés d'un patron. Car la médecine individualiste a vécu, — bien que la personnalité du médecin reste un facteur capital, — mais le médecin ne peut plus exercer seul, il a besoin des multiples explorations du laboratoire et de la radiologie, de collaborateurs. De plus, il a besoin de moyens techniques. Cela nécessite des capitaux qu'il n'a pas. Bref, cet artisan est au seuil du capitalisme.

Certains l'ont vu et ont essayé d'entraîner les médecins dans le syndicalisme, de faire bloc de leur puissance technique contre le capitalisme qui, dominant les moyens de production, va les asservir eux-mêmes.

Et, un long moment, le syndicalisme médical a paru s'engager dans la direction de la médecine technique, se refusant à la médecine pour pauvres. Mais toutes les forces se sont liguées pour arrêter son effort. De là, une scission dans les syndicats médicaux, une bataille où tous les partis politiques ont joué leur rôle, s'acharnant à détruire l'unité du corps médical, à supprimer jusqu'à l'ombre du syndicalisme.

La confusion est encore grande aujourd'hui; il paraît que la scission va cesser, qu'une fusion va s'opérer; en réalité, la situation restera trouble, tant que les événements ne viendront pas l'éclairer.

Les problèmes ne se présentent pas toujours de la façon qu'on imagine, et alors ils déroutent les hommes. Ce n'est pas le patron qui apparaît au médecin, le patron qui dirige et exploite l'usine, et réduit l'artisan à n'être plus qu'un ouvrier. Contre le patron, la révolte eût été immédiate.

Le patron prend la forme d'une société soi-disant charitable, d'une mutualité, d'un service social. La médecine n'est pas encore exploitée directement par le capitalisme ; elle n'est qu'une forme particulière, un moyen de garder son influence, de maintenir son emprise, de récupérer de la main-d'œuvre. Cela sous le masque de la philanthropie.

D'autres facteurs accentuent la confusion ; non seulement l'origine du médecin mais sa formation, l'enseignement qu'il reçoit, et qui retarde sur toute l'évolution de la technique. Le médecin, mal instruit, est plus faible; il accepte plus volontiers la sujétion, la hiérarchie.

Tout le monde connaît la façon lamentable dont se recrute le personnel enseignant des Facultés et Ecoles de médecine. C'est la foire d'empoigne pour obtenir un *titre*, qu'on ajoute à celui de docteur et qui amorce la *clientèle*. Le public ne sait pas que les professeurs de Facultés de médecine ne sont pas attachés à l'enseignement, qu'ils consacrent un temps presque nul à enseigner. Mais leur titre leur sert pour la conquête de la clientèle riche. Ils soignent les « pauvres » pour la réclame. Ceux-là — professeurs des Facultés, médecins des hôpitaux — n'ont pas intérêt à supprimer la *médecine d'hôpital*. Ils y trouvent non seulement des sujets d'expériences mais le profit apporté par leur clientèle. Ils sont puissants. Les pauvres, c'est-à-dire l'Assistance, leur fournissent bénévolement des moyens de réclame, leur font une situation ; ils tiennent à la garder ; ils la défendent.

Ce sont eux qui sont entrés les premiers dans la bataille, essayant de dresser les médecins contre les Assurances sociales. Maintenant que la loi est votée, ils tentent de maintenir la médecine d'assurance dans le cadre de la médecine d'assistance, de la médecine patronale. Ils ont fait donner leurs influences, la grande presse, et c'est soi-disant pour des questions d'enseignement, pour maintenir à la médecine française son renom qu'il faut maintenir l'hôpital avec ses salles communes pour pauvres!

L'argument ne tient pas debout, car la médecine est une pratique et l'enseignement est le meilleur là où les soins sont le mieux donnés. Mais cet argument fait illusion sur les masses, sur le public et nos compères paraissent défendre des idées pures alors qu'ils n'ont en vue que leurs intérêts.

Le patronat, dont l'objectif est le profit, a compris depuis longtemps quel moyen d'influence pouvait être pour lui la médecine. Salaire en nature qu'il fait aussi maigre que possible. Il a construit, naturellement, une médecine ouvrière, comme il a construit des maisons ouvrières.

Il a créé des services médicaux rattachés à son usine.

Il les a cultivés, étendus, développés, modernisés. Il entend les garder.

Il les dirige comme une exploitation annexe. Il a introduit — non pas l'hygiène à l'usine, mais son médecin à lui, dont il dispose, qu'il paie.

Il désire tellement garder ses services qu'il a, bien avant le vote de la loi, pris ses précautions. Il a étendu ses œuvres. Il a été prévoyant. Et, il y a quelques années, la presse retentissait des initiatives prises par le Consortium du Textile de Roubaix-Tourcoing qui venait d'organiser pour ses ouvriers des soins étonnants. Ce n'étaient que manœuvres pour prendre date et se garer au cas où l'assurance sociale aurait pu devenir une menace. On aurait pu dire : « Voilà ce que nous avons fait. Laissez-nous au moins nos œuvres philanthropiques! »

La loi a rassuré dans une large mesure le patronat.

Il sait bien que le législateur a l'intention de construire sur le modèle habituel.

Le législateur a également rassuré les mutualistes et les politiciens. Les mutualités sont des groupements où dominent les influences politiques. Elles sont encouragées par l'Etat — qui les subventionne — par l'intervention des politiciens dont elles répandent l'influence.

Les mutualités entrent par ce moyen dans le giron administratif. Elles s'officialisent davantage.

La médecine qu'elles distribuent n'est qu'une monnaie électorale. Ce ne sont pas les mutualités qui voudront changer la forme de la médecine. Nous en pourrions dire autant des politiciens des partis avancés, S.F.I.O. et Parti Communiste. Il y a chez ceux-là une grande naïveté... Gens d'église, ils ont les yeux fixés sur les livres, et quand la vie pose devant eux les problèmes, ils ne les voient pas. Beaucoup de politiciens avancés, voire socialistes ou communistes, conçoivent la médecine dans le cadre bourgeois, ils ne peuvent se dégager de ce cadre. Ils combattent le bloc national en politique... mais ils le réalisent en matière de médecine.

Le terrain est maintenant déblayé. La médecine d'assurance sociale sera ou bien une médecine *sociale*, soumise aux conditions de la technique, de la vraie médecine, ou bien une médecine d'influence, une

façade de médecine, dans le cadre de la médecine d'assistance, de la médecine patronale.

La volonté ouvrière peut-elle orienter la solution ? Dans quelle mesure et comment ? Que peut-elle tirer de la loi? C'est une autre question que nous allons examiner bientôt. Mais ne faudrait-il pas aussi que le syndicalisme ouvrier détermine sa position devant la « réforme » que lui concède le Parlement?

LES ORGANISATIONS OUVRIERES A LA TRAINE

Depuis la guerre, on a beaucoup discuté, peu agi. Les circonstances économiques n'expliquent pas seules ce fait. La guerre a-t-elle empêché les hommes d'être à la hauteur des événements d'après-guerre ?

En tous cas, l'initiative a échappé aux organisations ouvrières et il semble que les Russes se soient intéressés davantage aux intrigues de la politique qu'à l'action. Tout doucement, on s'est laissé entraîner sur le terrain politique, et on se trouve surpris par les événements.

C'est la bourgeoisie qui dispose et qui propose. Le peuple voit venir telle ou telle réforme sans émotion et sans enthousiasme. Le syndicalisme ouvrier, si l'on peut qualifier encore ainsi l'inertie ouvrière, n'a pas de politique des réformes ! Autrefois, ce sont les ouvriers, ce sont les organisations ouvrières qui exigeaient des réformes. On allait à la conquête des huit heures — un coup de pioche donné dans l'édifice — un échelon gravi vers d'autres conquêtes. On menait la danse, et au cours de celle-ci, on s'aguerrissait. On savait dans quelle direction orienter une réforme. Si elle n'apportait rien à la classe ouvrière, qu'une façade trompeuse, on la combattait. Et si, dans ces conditions, le Parlement passait outre et votait, sa loi n'était pas appliquée. Il en fut ainsi pour la loi de 1910 sur les retraites ouvrières, les « retraites pour les morts ».

Quelle attitude, la classe ouvrière va-t-elle avoir devant la loi des Assurances sociales ?

Va-t-elle la combattre et la refuser ?

Va-t-elle, plutôt, tenter d'en tirer parti, pour des fins utiles, dans le sens de son émancipation ?

Cette loi a été votée en dehors de la classe ouvrière et non sous la pression de l'opinion ouvrière. Elle est, certes, le type des réformes bourgeoises, calculées et consenties de sang-froid par la bourgeoisie.

Disons cependant dès maintenant, qu'il nous apparaît impossible de la refuser. D'abord parce qu'elle offre des avantages incontestables aux familles ouvrières ; ensuite parce qu'elle est habilement conditionnée ; enfin, parce que peut-être, malgré tout, elle peut être orientée, elle peut constituer un terrain où l'action ouvrière peut s'exercer, un terrain de combat.

La loi comporte des frais considérables. Qui paiera ? Officiellement ouvriers et patrons, en proportion égale, chacun 5 % du salaire ouvrier. En réalité, c'est le plus faible qui paiera. L'ouvrier, s'il n'exige pas une augmentation de salaire équivalente à sa cotisation. Le patron, dans la mesure où il ne pourra pas faire autrement. Il se hâtera de se rattraper sur le consommateur et augmentera ses prix de vente, comme cela se passe habituellement. A ce titre de consommateur, la charge finalement retombera pour une large part sur l'ouvrier.

C'est pourquoi, au fond, que l'Etat paie en frappant d'impôts le consommateur ou que le patron paie en imposant un prix plus élevé au consommateur, la chose importe peu. Ce qui importe vraiment, c'est que, dès maintenant, la classe ouvrière envisage et prépare la bataille des salaires.

La loi des Assurances sociales est intéressante de ce côté ; nous n'avons pas besoin d'y insister.

Une nouveauté nous a fait dire qu'elle était habilement conditionnée : la cotisation est versée à la caisse d'assurances avant que le salaire ne soit payé à l'ouvrier. La cotisation ouvrière (5 % du salaire) est prélevée sur la paie par le patron et versée par celui-ci à la caisse d'assurances. C'est le système du précompte. *L'ouvrier ne peut pas ne pas payer.* Du moment qu'il travaille, il est inscrit à l'assurance. *Il paie d'avance, et l'assurance est obligatoire.*

Il serait donc difficile, sinon impossible à l'ouvrier de se soustraire à la loi, à moins de conserver les charges qu'elle lui impose, en refusant les avantages qu'elle lui apporte. Or, l'Assurance procure, en effet, à l'ouvrier assuré et aux siens des avantages palpables ; elle apporte à l'assuré malade une indemnité journalière et des soins ; à l'invalide une rente et des soins.

Cela *de façon immédiate*. Les autres risques assurés sont moins importants. La vieillesse est plus lointaine et tous n'y parviennent pas. Les indemnités au décès et pour charges de famille ne sont que des secours. Le chômage n'est pas assuré. L'Assurance paie seulement la cotisation pour le chômeur pendant un certain temps (3 mois) afin qu'il conserve le bénéfice de la loi.

Tout salarié des deux sexes dont le salaire ne dépasse pas 15.000 francs, s'il est célibataire ou sans enfants, est assuré. S'il est chargé de famille (un ou deux enfants), le maximum du salaire peut atteindre 18.000 francs, non comprises les allocations familiales. S'il a plus de deux enfants, ce maximum de salaire augmente de 2.000 francs par enfant.

Remarquons que la cotisation n'est perçue que sur un salaire de 15.000 francs. Le maximum de la cotisation ouvrière et patronale ne peut pas dépasser 1.500 francs (10 %) (1).

Les assurances couvrent les risques : maladie, invalidité, vieillesse, décès et « comportent, dit la loi, une participation aux charges de famille, de maternité et de chômage. »

L'assuré malade a droit aux soins médicaux et pharmaceutiques et à une indemnité journalière pendant *six mois* (2).

Les soins peuvent être donnés à domicile, ou dans des cliniques, des hôpitaux, des maisons de santé. S'il est soigné à son domicile, l'assuré-malade touche la moitié de son salaire quotidien (3).

Au bout de six mois, si l'assuré n'est pas guéri, il entre dans le cadre de l'assurance-invalidité (4).

Les grandes maladies, celles qui apportent la misère au foyer, peuvent donc être combattues. Elles le seront d'autant mieux que l'Assurance aura intérêt à les prévenir. La médecine d'assurances sera donc, d'abord, une médecine préventive.

Et elle aura aussi intérêt à combattre les fautes contre l'hygiène, les conditions mauvaises de travail, les ateliers malsains. Il y aura là un champ bien intéressant à cultiver.

Mais, sans aller plus loin, nous avons voulu montrer que l'Assurance sociale rend des services immédiats à l'ouvrier, des services palpables.

---

(1) Les métayers travaillant seuls, ou avec l'aide des membres de leur famille, enfants, ascendants ou descendants, et ne possédant aucune partie de leur cheptel, sont assimilés aux salariés.

(2) Et cela, dès le premier mois, s'il a cotisé 20 jours pendant le mois précédant la maladie.

(3) S'il est hospitalisé, l'indemnité est réduite : de 1/3 s'il a un ou plusieurs enfants; de moitié s'il est marié sans enfant; des 3/4 dans les autres cas.

(4) A condition qu'il ait été immatriculé pendant 2 ans au moins, et qu'il ait cotisé pour 480 jours de travail, et qu'il soit atteint d'une affection ou d'une infirmité réduisant des 2/3 sa capacité de travail.

Nous avons laissé de côté l'assurance-vieillesse (à 60 ans la moitié du salaire, mais à condition d'avoir cotisé 30 ans), les indemnités au décès et les indemnités pour charges de famille.

LE PROBLEME DE LA GESTION

Les Assurances sociales intéressent donc immédiatement l'ouvrier ; nous venons de nous y arrêter. Elles intéressent la classe ouvrière, en posant devant elle le problème médical.

Peuvent-elles la libérer de la médecine oppressive dont nous avons parlé; de cette médecine « populaire » si lamentable?

Tout cela dépend de la gestion des assurances elles-mêmes. Il faudrait que la classe ouvrière gère les assurances sociales.

La classe ouvrière est serve. Elle n'a pas accès au pouvoir. Partout, elle est en tutelle. Elle ne saurait avoir l'expérience des affaires, ni de ses propres affaires. Cette expérience, peut-elle l'acquérir par les Assurances sociales ?

C'est dans la mesure où elle pourra les gérer, qu'elle pourra orienter la réforme vers des fins réellement ouvrières.

Sur ce point, la bourgeoisie a su prendre ses précautions; elle a su maintenir dans son cadre administratif la gestion des Assurances sociales. Elle n'a pas caché d'ailleurs ses projets. Elle a vu dans les assurances sociales le moyen de récolter des capitaux pour différents objets, des travaux qui lui serviront en assurant sa puissance. Elle a déjà prévu comment elle dépensera les milliards des assurances.

Les Assurances sociales, qui intéressent 8 à 9 millions de salariés — 12 à 15 millions de bénéficiaires —, comportent un budget annuel de 4 à 5 milliards, si nous en croyons le rapporteur de la loi au Sénat, le Dr Chauveau. M. Chauveau calcule, en effet, d'après des documents assez précis, que les salaires assurés atteindront de 45 à 50 milliards. Les salaires assurés en 1925 par les Assurances contre les accidents du travail, ont atteint 44 milliards.

Sur ce budget annuel de 4 à 5 millions, moins de la moitié sera répartie dans l'année (indemnités, soins médicaux et pharmaceutiques, etc.) ; *plus de la moitié sera capitalisée.* C'est un beau denier, et nos législateurs bourgeois ont fait maints rêves de paix sociale. C'est autour de la gestion que les réformateurs ont le plus disputé.

Qui va gérer l'Assurance?

« Nous, ont dit les patrons, nous payons. »

« Nous, ont dit les mutualistes, parce que nous avons l'expérience. »

Les ouvriers n'ont pas dit grand'chose. Et ce sont eux, pourtant, qui sont les premiers intéressés!

En Alsace, les ouvriers ont demandé de payer les deux tiers de la cotisation pour avoir les deux tiers de représentants dans la gestion. Mais cependant, je me suis laissé dire que l'influence patronale était encore grande dans la gestion des caisses alsaciennes.

Examinons qui, d'après la loi, va gérer l'Assurance, et comment.

(La fin au prochain numéro.) **L. FONTIS.**

LE COLLIER DE PERLES

Notre parti (le parti communiste américain) qui seul se trouve aux côtés des prolétaires en lutte, des fermiers et des masses nègres opprimées, verra sa campagne (aux élections présidentielles) couronnée de succès.

Son succès sera tel que les financiers de Wall Street en trembleront. W. FRANZ,

(*Drapeau rouge*, 6 novembre).

A travers les Livres

M. Constantin-Weyer : UN HOMME SE PENCHE SUR SON PASSÉ (Rieder).

Canada. Immensité de la prairie. Immensité du grand espace blanc. Petitesse de l'homme. Et pourtant le débordement de l'homme sur l'immensité du paysage.

Un large et beau livre, mais qui laisse une inquiétude au fond du cœur.

Un homme est allé vers une femme. Et la femme est allée à lui. Puis lentement, jour par jour, entre eux se creuse un fossé et un jour la femme part avec un autre homme. Vieux fait divers que l'auteur a renouvelé. La femme est une Irlandaise, l'homme un Français. Et l'incompréhension entre lui et elle c'est une question de race. Peut-être. Mais c'est là que gît l'inquiétude.

Notre vie — et celle des héros des romans — exprime notre race, notre classe, notre siècle, notre individualité propre et autre chose encore... Mais il est bien difficile de démêler dans la conduite d'un homme ce qui exprime la race et ce qui exprime le milieu social ou un instinct personnel.

Simple exemple : Le Français tient beaucoup à son heure de méditation et de lecture; l'Irlandaise ne lit pas. « *Cependant, presque aussitôt, mes livres devinrent un sujet de querelles. Qu'une femme pût être jalouse d'une bibliothèque, c'était une chose que je ne m'étais jamais imaginée.* » Ce sujet de querelle traduit-il une opposition sociale? Possible, dans une certaine mesure ; mais la même querelle existe dans foule de ménages français ; elle traduit d'abord une opposition d'éducation (l'homme étant, ici, cultivé, la femme, simple fermière) et encore une opposition de sexe (la ménagère jalouse le repos de l'homme; la femelle porteuse et nourrice de l'enfant donne l'essentiel de sa vie aux préoccupations immédiates, le mâle, plus éloigné de sa progéniture, est mieux placé pour rêver à je ne sais quelles perspectives...).

Fort heureusement Constantin-Weyer a usé avec discrétion de l'opposition des races et il n'a pas vu qu'elle seule. Une insistance plus grande l'eût situé quelque part dans la querelle qui se livre autour de la civilisation celtique et des apports qu'elle a reçus du monde latin et du monde franc. Et ce sont là questions qui relèvent de la science et que la littérature ne peut approfondir sans verser dans des thèses plus ou moins tendancieuses.

Au total, répétons-le, un large livre où la découverte de la nature et celle de l'homme marchent d'un pas égal et sûr.

Et voilà que ce livre obtient le prix Goncourt! D'autres l'ont emporté qui le méritaient moins.

B. GIAUFFRET.

Israël Zangwill : COMÉDIES DU GHETTO (traduit de l'anglais par Mme Marcelle Girette) (Rieder).

Six contes ayant pour acteurs des pauvres diables pitoyables, des messieurs importants, mais tous juifs, bien juifs. Et derrière eux, les poussant sur la scène un auteur attentif, ironique, de cette ironie qui, tour à tour, déshabille et enveloppe, égratigne et s'apitoie... Et que je voudrais vous dire l'histoire de Samuel Cohn, bon tailleur en mal de loyalisme anglais, qui exhorte ses commis à s'engager pour le front boër et s'empourpre quand son fils suit les commis sur la voie glorieuse!... Mais au fait, cette histoire juive par l'accent n'est-elle point de toutes les latitudes par le fond. — B. G.

Francis Pichon : LA REPUBLIQUE A FAIT FAILLITE (Figuière).

L'auteur a l'air d'un brave homme et j'avouerai qu'à dix-huit ans je n'aurais juré que par son livre. Nous le savons assez que la République a fait faillite, qu'elle n'a réalisé ni la liberté, ni l'égalité, ni la fraternelle paix. Mais il n'est pas mauvais de le répéter pour le

grand public, de dénoncer l'échec du radicalisme qui n'a cessé de bouffer du curé pour détourner les travailleurs de la question sociale. Il reste toujours utile de dégonfler les baudruches que le Français moyen prend désespérément pour des astres. Notre auteur le fait avec assez de verve, avec une familiarité indignée qui paraît honnête. Sachons-lui gré aussi de ne pas jeter contre la Révolution un sommaire interdit.

Mais puisqu'il aime le bien public, nous lui conseillerons d'offrir à ses lecteurs une doctrine plus ferme. Le fameux Christ républicain, la liberté, l'égalité : légende et abstractions. Tout n'a pas dépendu des fantoches au pouvoir. Ils n'ont été que les hommes du capitalisme, poussés ou permis par lui. Nulle politique ne sera féconde si elle ne va couper le mal en sa racine. Au lieu de s'en tenir à désabuser un peu plus l'électeur qui aime à s'enivrer d'illusions, que l'auteur songe donc à ces réalités permanentes, l'ouvrier, le patron. Qu'il tende aux travailleurs, s'il s'en juge capable, la trique salutaire qui fera cesser la farce politique dont il a eu raison de vouloir les dégoûter. — A. RICHARD.

Roland Dorgelès : LA CARAVANE SANS CHAMEAUX (Albin Michel).

Roland Dorgelès a fait, en voyageur moderne, son tour d'Orient : Egypte, Lieux Saints, Syrie. De là, un livre dont la lecture n'embêtera personne mais qui tout de même crispera les nerfs à plus d'un lecteur.

De l'esprit, du brillant, des oppositions factices, des bourrades aux problèmes qui se jettent sur la route, des boutades en long et en large et les inévitables coups de gong du style — pour tout dire une déplorable facilité — et le dépit de trouver un grand reporter là où l'on attend un écrivain.

C'est le siècle : on parcourt un demi-continent pour l'enfoncer dans un bouquin. Histoire commune à tant de livres de ces années-ci. Si l'auteur est bête, après sa petite virée, il pontifie gravement sur l'âme slave ou orientale ou scandinave ou yankee ou ...française ; s'il est intelligent, il fuit devant l'obstacle et s'offre votre tête.

Peu d'exceptions. C'est pourquoi il m'en faut resaluer une : l'œuvre patiente et solide que Bonjean avec la collaboration de Admed Deif édifie sur l'Egypte (Mansour — El-Azhar), œuvre de bons ouvriers pas pressés qui n'appartiennent pas à la caravane. — B. G.

LA JOLIE ZAZA (Fort-de-France, Martinique. Imprimerie Prolétarienne, 3-5, rue Victor-Hugo, 3 fr.).

Ce joli petit livre nous fait entrer dans les milieux des anciens esclaves africains des Antilles. Ils sont aujourd'hui libres et citoyens, mais que leur situation reste misérable !

La vie dans des huttes sur les plantations, les hideuses fabriques de sucre et de rhum qui tournent douze heures par jour, la prostitution obligatoire des femmes, l'alcoolisme universel, les salaires honteux volés par l'économat, que tout cela est intéressant ! On avait décrit bien des choses sur l'esclavage (l'ancien et le nouveau) aux Antilles, mais jamais encore en se plaçant au point de vue de l'esclave. Il y aurait grand intérêt à ce que les camarades de la R. P. ne continuent pas à ignorer toutes ces choses... qu'Hasfeld nous fasse venir « La Jolie Zaza », « Zaza heureuse » et toutes les publications intéressantes de l'Imprimerie Prolétarienne. — J. P.

NOUS AVONS REÇU :

L'Impasse, de Fred. BÉRENCE. Roman. Un vol. 12 fr. (Rieder, édit.) ;

Légendes Canaques, par Georges BAUDOUX. Un vol. 12 fr. (Rieder, édit.) ;

Sainte-Misère, par F. E. SILLANPAA traduit du finnois, par J. L. Perret. Un vol. (Rieder, édit) ;

Comédies du Ghetto, par ISRAEL ZANGWILL, traduit de l'anglais par Mme Marcelle Girette. Un vol. 12 fr. (Rieder, édit.) ;

Un homme se penche sur son passé, par M. CONSTANTIN-WEYER. Un vol. 12 fr. (Rieder, édit.).

Notes Economiques

LES DEFAITISTES

Un vieux membre du Parti, auquel des numéros spécimens de la *Révolution Prolétarienne* avaient été envoyés, me disait : « Non, je ne veux pas lire la *R. P.* Vous avez peut-être raison, mais je ne veux pas le savoir. Je suis trop vieux pour voir une nouvelle révolution; je veux mourir avec l'illusion que la Révolution russe est toujours la Révolution. » L'état d'esprit de ce camarade est celui d'un nombre considérable d'autres camarades, qui, eux, n'osent pas l'avouer. Les faits les plus certains et de la signification la plus claire, on ne veut ni les admettre ni les comprendre, parce qu'on a peur de perdre l' « illusion ». Les exemples abondent; chacun de nous peut en dévider une série. C'est un membre du Parti Communiste auquel on présente le numéro de la *Vie Economique des Soviets*, annonçant le nouveau décret sur les droits des propriétaires (1), et qui, après avoir lu, s'écrie : « Si c'était vrai, ce serait la fin de la Révolution, mais *ce n'est pas vrai*, ça ne peut pas être vrai ! » Et vous avez beau objecter que la *Vie Economique des Soviets* est un organe officiel de l'Etat russe, que le camarade peut se la procurer lui-même au siège de la Représentation commerciale soviétique à Paris, il n'y a rien à faire, vous vous heurtez à un mur : « Ce n'est pas vrai ! » — C'est un autre auquel on veut donner un numéro de la *Pravda*, pour qu'il se fasse traduire un article par un traducteur de son choix, et qui s'y refuse obstinément, car « qui me prouve que ce n'est pas la *R. P.* qui a fait imprimer ce numéro de la *Pravda* ». — Ou encore celui-là auquel on reprochait, au sortir d'une réunion politique, de se laisser bourrer le crâne, et qui faisait cette réponse péremptoire, digne du plus farouche individualiste : « Et si, moi, je veux avoir le crâne bourré ! »

Ils sont ainsi des milliers et des milliers de révolutionnaires, par toute l'Europe, qui *veulent* avoir le crâne bourré, qui sont en train de laisser assassiner la Révolution russe, parce qu'ils ne veulent pas être troublés dans leur douce quiétude, parce qu'ils ne veulent pas être obligés de s'apercevoir qu'on l'assassine. Ce sont les défaitistes : ils n'osent pas regarder la réalité en face parce qu'ils craignent la défaite, ils sont des agents de défaite en n'osant point lutter contre elle.

Il est une autre catégorie de défaitistes. Ceux-là se demandent, devant l'actuelle période de réaction par où passe l'U. R. S. S., si, après tout, les mencheviks n'avaient pas raison, si la Russie était vraiment mûre pour la révolution ?

Question éminemment oiseuse. Il est oiseux de se demander si le mouvement est possible, quand le mouvement est. On démontre le mouvement en marchant. La Russie a démontré sa maturité révolutionnaire en faisant la Révolution. Quoique bourgeois et « léninistes » tendent à créer, les uns et les autres, la légende d'une révolution russe accomplie simplement par un tout petit groupe d'hommes, ce n'est là que légende. Toute la marche de la Révolution, l'irrésistible poussée prolétarienne de février à octobre, dressant à la veille d'octobre près des 100 % de la classe ouvrière contre les mencheviks, alors que six mois avant, cette même classe ouvrière était dans son intégralité derrière les mencheviks; la pression non moins inévitable sur le pouvoir bolchevik après octobre, afin que soit réalisée l'entière nationalisation

(1) Voir la R. P. du 1er juillet 1928.

de l'industrie, dont les bolcheviks ne voulaient pas, et, enfin, cette formidable poussée de résistance, durant quatre longues années, à la force des armes, à la désagrégation intérieure, à la famine! Tout cela démontre surabondamment que la Révolution russe n'a pas été une « expérience » tentée par quelques intellectuels, mais un mouvement extrêmement profond, sorti du peuple, voulu et réalisé par le peuple, donc un grand phénomène naturel et nullement un accident provoqué artificiellement.

Dès lors, puisque c'est bien le prolétariat russe qui a fait la Révolution, comment peut-on se demander s'il était capable de la faire? Pour les « savants » professeurs de la social-démocratie, pour les gens de « petite science », comme les appelait le père Sorel, quand les événements ne concordent pas avec les théories, ce sont les événements qui ont tort; pour les gens de bon sens, c'est la théorie qui a tort. Lorsque la Révolution est là, vouloir la faire disparaître parce que votre théorie prétend qu'elle ne doit pas être encore là, ce n'est que cacher par une imbécillité sa trahison. Les mencheviks ont commis cette imbécillité et cette trahison.

Toutes les théories de Marx sur la concentration capitaliste, le développement prolétarien, fonction du développement du capitalisme, etc..., ont pour but de tenter de déterminer les facteurs qui font approcher la Révolution, afin, si possible, d'agir dans le sens voulu sur ces facteurs. Le jour où la Révolution se produit, c'est, ou bien que ces facteurs ont atteint un développement correspondant à celui voulu par la théorie, ou bien que la théorie est fausse. Pour que le prolétariat acquière la conscience socialiste, pour qu'il veuille socialiser, il faut, dit Marx, qu'il ait acquis une conscience collective suffisante par sa concentration préalable dans les grandes entreprises. Le jour où, comme ce fut le cas en Russie en 17, le prolétariat veut socialiser et socialise, cela ne prouve qu'une chose de façon certaine, c'est qu'il a acquis une conscience suffisante. L'a-t-il obtenue, en conformité avec la condition indiquée par Marx, ou malgré que cette condition n'ait pas été réalisée, problème intéressant, certes, mais dont la solution ne peut démontrer qu'une chose, c'est que la théorie de Marx est vraie ou fausse; elle ne saurait démontrer que la Révolution n'est pas vraie!

En fait, Marx ne s'est pas trompé. Le prolétariat russe était, avant la guerre, l'un des plus concentrés qui fût. Les usines textiles de la région moscovite et les usines métallurgiques du Donetz étaient les plus grandes et, au moins en ce qui concerne celles du Donetz, les plus modernes de toute l'Europe.

Mais, insiste-t-on, la Russie n'est pas qu'ouvrière, elle est aussi, et surtout, paysanne. — Sans aucun doute. — Seulement le problème des rapports entre la Révolution sociale prolétarienne et la paysannerie est un problème qui ne peut s'éluder en aucun pays. Même le menchevik le plus endurci ne rejette pas la Révolution sociale à l'époque où l'agriculture aura disparu, à l'âge de l'alimentation par les pilules synthétiques chères à Berthelot; même le social-démocrate le plus patriote admet que le socialisme doit être mondial. Dès lors, le problème des rapports avec le cultivateur se posera toujours dans les pays industrialisés; il peut ne pas se poser à l'intérieur du pays, mais il se posera pour les rapports entre ce pays et ceux qui lui fournissent ses aliments. Le problème des rapports de l'ouvrier de Moscou avec le cultivateur de l'Ukraine n'est pas différent de celui des rapports de l'ouvrier anglais avec le cultivateur de l'Argentine. Si le socialisme n'est pas possible en U. R. S. S. à cause de la paysannerie, il ne l'est davantage nulle part, la production paysanne ne pouvant, au moins jusqu'à une époque qu'il est impossible de prévoir, être éliminée du monde.

Tout au contraire, le problème se présente en U. R. S. S. dans des conditions sensiblement plus favorables que dans beaucoup d'autres pays, qu'en France notamment. Cela pour des raisons techniques, et aussi, subsidiairement, pour des raisons historiques.

La grosse difficulté pour une économie socialiste est en effet la production individuelle. Or, là où la production collective est le plus difficile, c'est dans la culture intensive (cultures irriguées et analogues), et dans la culture en terrains accidentés, le machinisme n'étant guère susceptible d'application à ces sortes de culture. Mais la Russie est précisément un pays type de plaines et un pays type de culture extensive, donc l'un des pays où le travail agricole collectif peut être le plus facilement introduit, où la production individuelle peut être le plus facilement réduite. Si on ajoute que le paysan russe, jusqu'à hier non propriétaire du sol et habitué depuis des siècles à changer de parcelles à chaque assolement, n'est évidemment point pénétré de l'idéologie propriétaire comme ces vieux propriétaires que sont les paysans de France, par exemple, on doit conclure que l'U. R. S. S. est peut-être de tous les pays du monde celui où le problème agraire se pose dans les conditions les plus favorables.

Il est donc absurde de se laisser influencer par le spectacle de la réaction stalinienne au point de tomber dans l'idiotie menchevique, de se demander, au nom de la « théorie », si la Révolution russe ne fut pas une erreur. C'est d'autant plus absurde que l'actuelle réaction n'a vraiment rien d'un phénomène exceptionnel. On le sait bien — c'est même l'argument favori de Joseph Prudhomme contre les révolutionnaires, « toute révolution a toujours été suivie d'une période de réaction ». — Mais ce que l'histoire montre aussi, c'est que les périodes de réaction sont toujours fort courtes et d'effets très limités. C'est pourquoi nous ne saurions nous inquiéter de la satisfaction qu'éprouvent les bourgeois devant le cours stalinien. Rira bien qui rira le dernier!

Ce n'est nullement parce que nous sommes pessimistes, c'est tout au contraire parce que nous sommes optimistes, extrêmement optimistes sur l'avenir final de la Révolution russe, que nous dénonçons le présent; nous dénonçons le présent pour hâter l'avenir. Seuls, les pessimistes, ceux qui n'espèrent point en l'avenir, veulent se tromper sur le présent.

L'ANGLETERRE S'APPRETE DECIDEMENT A INTERVENIR DANS LA GUERRE DU PACIFIQUE

On sait que voilà déjà un bon nombre d'années que l'Angleterre avait annoncé sa volonté de créer une puissante base navale à Singapour, porte d'entrée du Pacifique. Puis les travaillistes vinrent au pouvoir, et le projet fut momentanément abandonné. Les conservateurs revinrent, mais ne semblèrent, pendant assez longtemps, pas très décidés à donner suite à leur ancien projet. Maintenant c'en est fait, le sort en est jeté : les travaux ont été donnés en adjudication. Rien que pour les travaux proprement maritimes, les dépenses prévues sont de tout près d'un milliard de francs (960 millions), et ils doivent être achevés dans sept ans. Deux ou trois ans de parachèvement, et, dans dix ans, le capitalisme britannique sera prêt à dire son mot dans la guerre du Pacifique. Singapour est la préparation à la guerre du Pacifique, comme le canal de Kiel avait été la préparation à la guerre anglo-allemande.

R. LOUZON.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Faut-il revendiquer la journée anglaise ?

Réponse de Blanchard, Secrétaire de la Fédération confédérée de la Finance

« En réponse à votre lettre du 15 novembre, je ne peux mieux faire que de vous envoyer notre journal syndical de novembre, dans lequel je traite de la question. »

Voici un extrait de ce journal :

Pour notre part, nous considérons cette transformation de la journée de travail comme très difficile à réaliser en France.

Le déjeuner familial est dans les mœurs, il est très goûté des employés, et ne s'en privent que ceux dont l'habitation est vraiment trop éloignée du lieu de travail.

Faire son principal repas le matin est une habitude qu'il sera difficile de prendre. A midi, le casse-croûte sera bien maigre pour attendre le repas du soir. Nous restons sceptiques quand on nous déclare que l'employé de banque pourra utiliser ses loisirs au sport, à la lecture ou à la promenade. Combien d'employés violent cette loi de 8 heures, obtenue au prix des plus grands sacrifices ? Combien de patrons respectent les 104 heures de dérogation ?

La journée anglaise serait un encouragement, non pas à la journée de huit heures, mais à celle de 14 et 15 heures.

Nous dénonçons ici les employés de banque, qui refusent de faire les heures de dérogation prévues par la loi et qui, le soir, dans les charges d'agents, dans les maisons de coulisse, dans les grands magasins, s'en vont consacrer à d'autres patrons 3 et 4 heures qu'ils devraient réserver à leurs loisirs.

A Paris, bien que la circulation dans le métro soit déjà difficile, à l'heure du déjeuner, nos camarades se plaisent à aller manger dans leur famille. Les deux heures consacrées au repas du midi leur donnent satisfaction, et il est regrettable que certaines banques comme le C.L. aient cru devoir y apporter une rectification d'un quart d'heure au moins.

Moralement, les camarades se sentent moins subordonnés au patronat auquel ils ne cèdent que 8 heures de travail en deux fois au lieu de 8 heures d'emblée.

Huit heures de domination, d'ahurissement parfois, c'est long comme un jour sans pain.

Pour les camarades de la banlieue, nous ne préconisons pas, comme certains, les restaurants créés par les patrons. Non, merci, assez de ce repas pris en commun et sur lequel le patron ou le gérant prélève encore sa dîme et son bénéfice.

De la liberté, voilà ce qu'il faut et, pour cela, il faut développer les restaurants coopératifs, les agrémenter de cabinets de lecture et de jeux divers.

Nous faisons appel ici aux pouvoirs publics dont l'intention est de lutter contre la vie chère, pour créer et favoriser le développement de ces restaurants.

L'initiative privée est, à l'heure actuelle, trop encline au mercantilisme pour espérer en tirer quelque chose.

Il faudrait également étendre le réseau du métropolitain par l'électrification de la Petite Ceinture qui relierait les lignes de banlieue électrifiées et établir un décalage de sortie et de rentrée des employés selon la profession, par quartier, afin d'éviter l'encombrement exagéré des rames du chemin de fer souterrain.

BLANCHARD.

***

Réponse de la Chambre Syndicale de la Maçonnerie-Pierre

Quel que soit le vœu que pourra émettre le Conseil National Economique, quelle que soit la loi que pourra bâtir le Parlement instituant « la journée anglaise », il est d'ores et déjà certain qu'il n'y aura qu'une loi de plus et que le patronat la violera, comme toutes les autres.

Nous croyons, quel que soit le projet de Poincaré, que cette nouvelle méthode de travail aggravera encore la situation du marché du travail.

Le patronat va l'accepter de grand cœur ; il saura faire miroiter aux ouvriers inconscients l'appât des salaires à récupérer s'ils consentent à faire des « doublages ». Est-ce que cela ne se produit pas couramment avec la législation actuelle ?... Hélas ! !

La loi ne pourrait être efficace que si elle frappait, à la fois l'employeur et l'ouvrier qui en violeraient les dispositions, d'amendes plus élevées que le salaire représentant le temps de travail effectué illégalement.

Nous n'espérons donc rien de ce projet ; l'intention de Poincaré est bien nette : fournir aux exploiteurs un nouveau moyen d'asservir un peu plus la classe ouvrière, se basant sur l'égoïsme et l'inconscience des ouvriers ; il en résultera une baisse des salaires et une aggravation du chômage. L'auteur du projet le sait très bien et il n'agit que pour ces seules raisons.

Nous préférerions que nos légiférants s'appliquent à imposer le respect de la journée de huit heures, « sans dérogations, ni récupérations », même dans une industrie saisonnière comme la nôtre.

Quand nous constaterons ce fait acquis, et quand il ne sera plus possible d'y déroger, l'application de « la journée anglaise » sera vite résolue.

***

Réponse de J. de Groote, du Syndicat parisien du Bois

La journée anglaise ne me sourit guère, car j'y vois plusieurs dangers qui, à mon avis, priment sur les avantages vantés par pas mal de camarades.

Peut-on accomplir, sans danger pour sa santé, huit heures de travail sans arrêt ? Ce serait s'aventurer un peu que de se prononcer d'une façon absolue. Néanmoins il y a une discrimination à faire entre certaines professions. Il y en a où c'est très possible, par exemple, dans le bâtiment, dans l'agriculture, dans les transports. Le docker, le laboureur, le bâtimenteux, le cheminot (même dans le service roulant) peuvent travailler 8 heures, parce que les efforts qu'ils ont à produire, si pénibles soient-ils, sont intermittents. Il y a dans leur travail des gestes récupérateurs des forces physiques, et si paradoxal que cela puisse sembler, c'est précisément là où l'effort musculaire demandé est le plus grand, que l'on peut le plus facilement tenir le coup. De plus, ce qui n'est pas négligeable, ils travaillent à l'air.

Il n'en est pas de même pour l'ouvrier de l'usine, enfermé, le plus souvent au mépris de l'hygiène la plus élémentaire, parmi le perpétuel et bruyant mouvement des machines. Sa tension nerveuse est extrême, car l'effort qui lui est demandé est continuel, physique et mental. L'effort est d'autant plus intensif si le patron a rationalisé et d'autant plus exténuant si la machine à conduire est dangereuse, ce qui aggrave, au surplus, les causes d'accident.

Les statistiques nous prouvent que le plus grand nombre des accidents se produisent en fin de travail (matin de 11 heures à midi, soir de 5 heures à six heures). On est obligé de se demander si le pourcentage d'accidents ne serait pas encore plus grand autour de la septième heure de travail consécutif.

Il s'agit aussi de savoir si la disposition du temps de repos (1 h. 1/2 ou 2 heures) une fois la journée terminée, est plus profitable, au point de vue santé toujours, que la coupure du midi ? Qui peut départager les avis ? Des hygiénistes spécialisés dans la question, peut-être! Car en ce qui concerne l'examen superficiel, ce qui ne peut être que le propre de nous tous, je crois qu'il peut varier à l'infini comme le tempérament et le genre de vie des hommes.

Et puis, il y a le danger de l'alcoolisme. Cette calamité est, au dire des hygiénistes et des gouvernants, en régression constante depuis la diminution des heures de travail (je n'ose pas dire l'application des 8 heures). Cela se conçoit. L'homme énervé, fatigué, par plusieurs heures d'efforts et d'attention soutenus a besoin d'un stimulant. L'alcool est le coup de fouet tout désigné qui permettra d'aller jusqu'au bout de la journée. De coups de fouet en coups de fouet, il est à craindre que nous reconnaissions et que nous revoyions se généraliser la dégradante passion qui a fait tant de ravages dans les rangs de la classe ouvrière d'avant-guerre.

Il y a encore un point sur lequel je voudrais attirer l'attention. C'est sur la question des huit heures.

Je crois que ce serait la porte ouverte à toutes sortes d'abus. Supposons qu'un ouvrier, dont l'égoïsme n'a pour pendant que son étroitesse de vue, commence sa journée à sept heures. A trois heures il est libre, déjeuner rapide, et en route pour une seconde journée !

Surtout ne dites pas que ce n'est pas possible, ça se fait même en ce moment... et sur une assez grande échelle. Généralisation de la loi... moyen de contrôle et de répression, direz-vous ? Alors ça, c'est une autre histoire !

J. DE GROOTE.

La quinzaine syndicaliste

Notre enquête

Bourneton demandait, lors du dernier C. C. N., que le bureau confédéral fasse connaître son point de vue sur la journée anglaise. Je ne crois pas que cette demande ait reçu une réponse précise. La direction de la C. G. T. U. en tous cas reste muette.

Nous n'avons pas cru devoir l'imiter. Au contraire, nous avons posé la question. Nous l'avons fait parce que nous pensons que c'est là un des sujets autour desquels il est nécessaire de discuter. On ne discute pour ainsi dire plus les mots d'ordre généraux de l'action syndicale. On les subit, on laisse le soin au Centre de les établir, sans consultation préalable, et, en fait, on ne les réalise jamais.

Le nombre des réponses que nous avons reçues, et que nous achevons de publier, est assez maigre. Cela montre qu'on a vraiment perdu l'habitude de la discussion, et aussi que nous nous heurtons toujours à l'hostilité qu'on a créée contre nous. Le jour où l'on s'apercevra que notre but essentiel est de faire œuvre pratique, de renforcer le mouvement ouvrier, bien des préventions disparaîtront.

Sur cinq réponses, quatre condamnent la « journée anglaise »; l'argument principal est que cette nouvelle forme de travail permettrait encore bien plus que la forme actuelle la violation des sept ou des huit heures. Déjà le fait est courant aujourd'hui d'ouvriers et d'employés qui s'en vont faire des heures une fois leur journée finie.

Mais serait-ce donc une raison pour condamner la loi de huit heures? Faudrait-il donc contraindre ces inconscients à plus de présence chez leur patron pour les empêcher de travailler à côté?

Non. Le respect des huit heures est un problème syndical. Il faut des organisations moralement et matériellement assez fortes pour supprimer ce doublage, pour faire comprendre aux inconscients le mal qu'ils font à leur classe. Il n'y a pas d'autre moyen, et, si la journée anglaise était réalisée, il n'y aurait encore pas d'autre moyen, ce n'est pas de la journée anglaise proprement dite que viendrait le mal : il viendrait, comme il vient aujourd'hui, de la faiblesse de nos syndicats. Renforcer nos syndicats, voilà le problème dominant.

La journée anglaise, c'est l'évolution de l'industrie et du commerce qui l'impose aujourd'hui dans certaines corporations et qui l'imposera demain dans d'autres corporations. Le cheminot, le mineur, le terrassier du métro font leurs sept ou leurs huit heures à la file, en raison du caractère spécial de leur industrie. Si la production se développe dans d'autres branches, on en arrivera aussi aux trois-huit, système déjà très étendu dans la métallurgie et les produits chimiques. Les syndicats peuvent-ils et pourront-ils l'empêcher ? Evidemment non, et leur tâche sera de faire que la nouvelle répartition des heures de travail apporte une diminution et non une aggravation de l'exploitation.

Revendiquer la journée anglaise, cela se pose dans les grandes agglomérations industrielles et commerciales, là où l'ouvrier et l'employé habitent fort loin du lieu du travail, où ils perdent un temps énorme pour se rendre au travail, où ils dépensent de lourds frais de transport et restaurant. Voyez un ouvrier de la banlieue parisienne : pour faire ses huit heures, avec l'interruption d'une heure et demie ou de deux heures à midi, il est obligé de se lever avant 6 heures du matin et il ne rentre qu'entre 7 et 8 heures du soir. Quel temps lui reste-t-il pour sa famille et pour son syndicat?

Mais intervient le problème soulevé par de Groote. Sept ou huit heures à la file, est-ce que ce n'est pas une aggravation de l'exploitation? Sept heures à la file ne sera-ce pas plus pénible que huit heures en deux fois? Et aussi les problèmes soulevés par Berlot. Comment s'arranger pour les gosses? L'alimentation générale ne souffrira-t-elle pas?

Voilà les données du problème. Aux divers syndicats de les examiner, chacun du point de vue de sa corporation. Les leur soumettre, attirer leur attention, provoquer l'examen, ce que la direction confédérale n'a pas fait, la Ligue et la R. P., avec leurs faibles moyens, l'ont fait.

***

Sortir ou lutter dedans ?

« La lutte continue, pouvait-on lire dans *l'Humanité* du 11 décembre; nul doute que nous n'en sortions victorieux. »

Détrompez-vous, il ne s'agit pas d'une grève; c'est de la lutte entreprise par la fraction communiste pour conquérir le syndicat des maçons parisiens qu'il est question. Pensez que cet important syndicat n'est pas encore entre les mains des colonisateurs du mouvement.

Il y eut une préparation d'artillerie tout à fait sem-

blable à celles que nous subissons depuis plus de quatre ans; le mensonge manié de main de maître dans les colonnes de *l'Humanité*.

Certains mensonges visent plus loin que le syndicat des maçons, on accouple la Ligue syndicaliste et la *Révolution prolétarienne* avec la 3e C. G. T.; on présente notre mouvement comme la suite du « Comité de défense syndicaliste », inspiré par la même idée de scission syndicale. Et l'on sait fort bien que cela est faux, archi-faux; nous avons écrit et dit, nous avons répété plus de cent fois que nous entendions mener notre besogne de redressement à l'intérieur des deux C. G. T.; que notre premier devoir à l'unité syndicale était de rester et de travailler là où la scission de 1921 nous avait placés, les uns et les autres.

C'est toujours notre point de vue, et cela explique que nous n'ayons pas appris sans surprise et sans frayeur que notre ami Nicolas et certains de ses camarades maçons, avaient décidé de poser la question de l'autonomie de leur syndicat.

Qu'ils aient des raisons sérieuses, qu'ils soient excédés des procédés dont on use dans leur Fédération, nous ne le savons que trop. Quand Vésine écrit qu'aucun motif ne peut être sérieusement invoqué, à un mois de la manifestation de Vincennes, que lui et ses amis ont résolue sans la moindre consultation des syndicats, nous pouvons hausser les épaules, c'est un nouveau et grossier mensonge.

L'état d'esprit qui mène à l'autonomie, ce sont les communistes qui le créent avec leurs procédés de dictateurs et de bureaucrates, avec leur mépris des règles syndicales élémentaires, avec leur sectarisme de parti.

Mais à l'état d'esprit qu'ils créent, nous entendons résister; nous ne voulons pas nous laisser entraîner comme Monmousseau et Dudilieux l'ont été, en 1921, par le courant de ceux qui, aussi, « en avaient marre ». Les militants des maçons ne se rappellent-ils pas tout ce que nous avons dû supporter dans la C. G. T.? Nous le supportions, parce que nous étions tenus par notre attachement à l'unité de la confédération et soutenus, il est vrai, par l'espoir d'obtenir enfin la majorité.

La situation est différente. La lutte est autrement pénible. Les causes de découragement se multiplient. Tout cela est vrai. Mais il est vrai aussi que l'autonomie corporative, c'est l'isolement; c'est la scission corporative, la naissance d'un syndicat rival, la lutte fratricide sur les chantiers. Non, nous restons persuadés, à la Ligue et à la R. P. qu'il faut *tenir* dans les syndicats, unions, fédérations et confédérations où nous sommes, tenir sans nous soucier des insultes qu'on nous prodigue, tenir jusqu'au jour où les syndiqués commenceront à voir clair, jusqu'au jour où le syndicalisme et l'unité reprendront vie.

Sortir, cela ne peut que retarder ce jour-là.

⁂

Notes et remarques

× × Aux récentes élections aux Conseils d'usines en Tchécoslovaquie, le Syndicat général, adhérent à l'I. S. R., a recueilli 128 mandats contre 141 qu'il détenait précédemment.

× × Nicolas serait un réformiste parce qu'il a dit qu'insulter les inspecteurs du travail c'est se fermer bien des portes. Alors, pour être vraiment révolutionnaire, il faut insulter, insulter sans arrêt, même les inspecteurs du travail qui font leur boulot?

× × La souscription pour les grévistes d'Halluin paraissait bien partie. Mais... les élections municipales approchent et au lieu de pousser cette souscription de classe, le Parti communiste lance une souscription électorale. Conquérir les municipalités, cela aurait-il plus d'importance que le succès de la grève?

M. CHAMBELLAND.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

LUNDI 26 NOVEMBRE. — Reprise du travail aux abattoirs de la Villette.

— 83 élèves de l'Ecole normale supérieure protestent contre la préparation militaire obligatoire.

MERCREDI 28. — Mouvement chez Renault contre la police de l'usine.

— Condamnation de di Modugno à deux ans de prison.

— Exode d'enfants d'Halluin : des gardes mobiles armés les escortent.

— Quatre condamnations à Valenciennes.

VENDREDI 30. — Crémet est déchu de son mandat de conseiller municipal de Paris.

— Quatre mois de prison au gérant de la *Dépêche de l'Aube*.

Italie. — Manifestations fascistes contre le verdict du jury de la Seine.

SAMEDI 1er DÉCEMBRE. — Le gouvernement renforce la surveillance des « étrangers ».

— Adhésion à la C. G. T. U. du syndicat confédéré du textile d'Armentières.

Chili. — Tremblement de terre ; plusieurs centaines de morts.

DIMANCHE 2. — Conférence féminine de l'U. D. unitaire de la Seine. — Conférence de l'U. D. confédérée sur l'enseignement professionnel.

LUNDI 3. — *Allemagne*. — Réouverture des usines de la Ruhr, en attendant l'arbitrage de Severing.

MARDI 4. — Arrestation des fondateurs de la *Gazette du Franc*.

— Soixante ouvriers italiens sont expulsés du Luxembourg.

Chine. — Grève des ouvriers chinois de la concession française de Shanghaï.

Yougoslavie. — Grève des étudiants de Zagreb.

JEUDI 6. — Meeting des cheminots parisiens unitaires; contradiction des confédérés. — Epilogue du drame de la Clinique syndicale du XIIIe; Filliâtre condamné à cinq ans de réclusion.

Colombie. — Les grévistes des plantations de bananes se seraient emparés de quatre villes.

Australie. — Vote d'une « loi scélérate » dans l'Etat de Victoria.

Afghanistan. — La révolte s'étend : Jallahabad est assiégée.

VENDREDI 7. — En correctionnelle, l'authenticité de l'interview de Foch est établie.

— Arrestation du gérant du *Prolétaire Normand*.

— Arrestation de 30 Bessarabiens dans une réunion aux Sociétés Savantes.

SAMEDI 8. — Inculpation du royaliste de Courville dans l'affaire de la *Gazette du Franc*.

— Le Congrès des fabriques de chaussures de Paris établit un cahier de revendications.

DIMANCHE 9. — Arrestation de R. Guyot, des Jeunesses communistes.

— Rupture des relations diplomatiques entre le Paraguay et la Bolivie.

Belgique. — Election d'un « flamingant » emprisonné à Anvers. La liste « communiste trotskyste » obtient plus de voix que la liste orthodoxe.

LUNDI 10. — Réunion du Conseil de la S. D. N. à Lugano.

Cook « fardeau inutile »

Nous n'avons pu, jusqu'à présent, mettre la main sur le texte des déclarations de Cook, dont il fut parlé le mois dernier dans la presse; voilà que la C. G. T. U. publie, à ce sujet, un long article dans son bulletin bi-mensuel paraissant avec la *Vie Ouvrière*. Nous y apprenons que la rédaction du *Workers' Life* a adressé, le 26 octobre, une lettre ouverte à Cook, lui demandant notamment pourquoi il a retiré sa signature d'un appel

de l'aile gauche protestant contre la résolution anti-communiste de la conférence des mineurs de Llandudno.

Nous vous déclarons ouvertement, est-il dit dans cette lettre, que l'explication de votre geste doit être cherchée dans le fait que vous avez décidé, à votre tour, de vous joindre à l'offensive ouvertement menée contre les communistes et les ouvriers actifs... Cette appréciation est corroborée par les remarques dont vous avez cru devoir accompagner votre retraite, remarques du genre de celles que nous trouvons dans le dernier numéro du *Miner* au sujet du rejet de tous les éléments extérieurs, quelle que soit leur origine, qui se proposent de désorganiser ou d'affaiblir les mineurs.

La lettre du *Workers' Life* somme Cook de donner des explications sur un deuxième point. Il a écrit, dans le *Miner* du 20 octobre : « Nous avons l'intention de faire tout ce qui dépend de nous pour écarter Baldwin et son gouvernement, et faire parvenir au pouvoir un gouvernement ouvrier qui nationalisera les houillères, les gisements miniers et les entreprises auxiliaires. »

Enfin, le *Workers' Life* reproche à Cook la déclaration suivante, parue dans le *Sunday Worker*, du 21 octobre :

« Je veux espérer que notre journal ne va pas devenir le porte-parole d'une secte ou d'un parti au sein du grand mouvement ouvrier... »

A cette lettre ouverte, Cook a répondu et sa réponse fut publiée dans le *Workers' Life* du 2 novembre. Malheureusement, le bulletin international de la C. G. T. U. ne nous en donne que des extraits :

On veut savoir, répond Cook, si je m'apprête à trahir les ouvriers qui luttent en Angleterre, ou nos camarades russes? Non, mille fois non ! La situation des ouvriers anglais et des mineurs en particulier confirme toutes mes opinions et renforce mon point de vue. Mais je ne peux pas combattre tout seul. Nous ne pouvons avancer sans armes et munitions, il nous faut avoir une arme sous forme d'une organisation rationnellement construite. La situation d'un secrétaire qui ne jouit d'aucun pouvoir est vaine et inutile : ce n'est qu'un décor.

...Je veux un gouvernement ouvrier, mais je n'ai jamais pensé qu'un tel gouvernement sera toujours absolument utile à la classe ouvrière, indépendamment de la politique qu'il réalise, c'est pour cela que j'ai tâché de faire comprendre aux ouvriers la nécessité d'une attitude active tout à la fois sur le terrain économique et politique.

En conclusion, l'auteur de l'article écrit qu'au cours de la lutte de classe, le mouvement minoritaire et le parti communiste anglais « devront se séparer de compagnons boîteux, tels que Cook et Cie, qui deviennent un fardeau inutile... »

⁂

La fumisterie du contrôle parlementaire

De la controverse du 28 novembre, à la Chambre, entre M. Montigny et le « républicain » Painlevé, relative aux effectifs militaires, nous retiendrons, d'après l'*Officiel*, la fin de la réplique de M. Montigny. Nous disons que le contrôle parlementaire est une franche fumisterie ; le parlementaire radical confirme cette opinion; il montre qu'aujourd'hui, comme en 1913, le Parlement ne sait pas et ne veut pas savoir la vérité sur les effectifs de l'armée. Le voudrait-il qu'il ne le pourrait pas.

M. Jean Montigny. — Permettez-moi de vous expliquer ma pensée. Là encore, je rappellerai un souvenir qui date d'hier soir, une conversation à laquelle assistait M. Bouilloux-Lafont — et rassurez-vous, mon cher ami, je ne violerai aucun secret.

M. Maurice Bouilloux-Lafont. — Vous le pouvez.

M. Jean Montigny. — Donc, nous nous entretenions avec une autorité considérable de l'armée, qui représente la loi et les prophètes en ces matières de statistique militaire.

Discutant avec lui en toute loyauté (*Rires et exclamations au centre et à droite*), j'invoquais les chiffres du rapport de M. Henry-Paté (1). Alors on me disait : « Les chiffres du rapport de M. Henry-Paté? Mais ils sont inexacts. »

M. Maurice Bouilloux-Lafont. — Ils « peuvent » l'être.

M. Edouard Daladier. — Ils le sont sûrement, d'après vous.

M. Jean Montigny. — Je citais les chiffres d'un rapport de M. Clémentel.

On m'a dit : « Ils doivent être inexacts. »

J'en demande pardon à mon ami M. Paul Bernier, mais quand j'ai invoqué un des chiffres de son dernier rapport sur les militaires de carrière, en 1913, on m'a dit aussi : « Mais il est faux. »

Peut-être, Monsieur Bouilloux-Lafont, aurez-vous bientôt la surprise de constater vous-même que les chiffres de votre rapport ne sont que provisoirement exacts.

Alors, j'ai eu quelque découragement : nous ne pouvons pourtant pas mettre en doute la conscience de nos collègues qui rédigent des rapports, leur compétence ! Quelle est donc cette étrange fatalité? Dès que les parlementaires voudraient étudier une question militaire, sont-ils donc voués à l'erreur? Ce serait effarant ! (*Applaudissement à l'extrême-gauche et sur divers bancs à gauche. — Interruptions à droite et au centre.*)

Mais je crois avoir découvert la vérité profonde.

Oui, comme l'a dit M. le Ministre de la Guerre, la lecture des budgets militaires est très compliquée.

Nos effectifs se répartissent dans une quantité de tiroirs.

M. Maurice Bouilloux-Lafont. — Voilà la vérité.

M. Jean Montigny. — En effet. Et alors, quand nos rapporteurs se font communiquer des tableaux d'effectifs par le ministère de la Guerre, il se produit ceci : lorsque, rue Saint-Dominique, on veut faire triompher une certaine thèse et qu'il s'agit, notamment, de faire voter la loi de trois ans, qu'il est préférable, par conséquent, d'avoir les effectifs les moins élevés possibles, alors on n'ouvre pas tous les tiroirs, ou bien on ne les vide pas de tout leur contenu. Mais quand il s'agit de gonfler les effectifs de 1913, pour la comparaison actuelle, alors les tiroirs sont vidés soigneusement, on dresse leur contenu en pyramide et on conclut que les parlementaires se sont trompés... (*Vives exclamations à droite et au centre. — Vifs applaudissements à gauche — L'orateur, en regagnant son banc reçoit les félicitations de ses amis.*)

⁂

L'affaire Thaelmann

Les uns après les autres, les dirigeants communistes du monde entier se prononcent sur le scandale qui déchire le parti allemand. A tour de rôle — ceux du parti français les tout premiers —, ils proclament leur solidarité avec Thaelmann et pourfendent Brandler et la « droite ». Mais ils se gardent bien de fournir aux membres du parti le moindre élément d'appréciation. Réparons cette lacune. Dans une lettre au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Thalheimer, Walcher, Froehlich, etc., exposent ainsi les faits :

Vous donnez comme motif de votre résolution l'argument que Thaelmann en couvrant la malversation de Wittorf « n'avait pas le désir de protéger Wittorf; il se basait uniquement sur le désir de choisir l'heure et la forme du règlement de comptes avec Wittorf de façon à ce que la solution apportée publiquement à toute cette affaire soit appliquée avec le moins de dommage possible pour le Parti; il ne fallait pas que la bourgeoisie et la social-démocratie en profitent pour rendre plus difficile au P. C. A. et à l'I. C. le développement d'une campagne extrêmement importante contre les ennemis de classe du prolétariat ».

---

(1) N. D. L. R. — Sur la loi de trois ans.

Il suffit de confronter simplement les faits avec votre façon de présenter la question et les causes de l'affaire Thaelmann-Wittorf pour voir que votre thèse n'a rien de commun avec la réalité triste et poignante; ce n'est qu'un conte pour enfants, inventé pour tromper les membres du Parti.

La corruption qui existe dans les cadres du Parti à Hambourg, la protection et la dissimulation pratiquées envers cette corruption par Thaelmann, ne datent pas de cette année.

L'ancien secrétaire du district de Hambourg, Rudolf Lindau, avait déjà exclu du Parti pour corruption 14 amis des plus intimes de Thaelmann, par exemple Von Borstel, Koeppen, Rosendahl, Moeller. Mais lorsque Lindau s'en prit à l'entourage immédiat de Thaelmann à Hambourg il fut rappelé par le Comité Central, c'est-à-dire par Thaelmann lui-même; sa place fut prise par Wittorf, le héros du dernier scandale qui était tout particulièrement l'homme de confiance de Thaelmann.

Déjà en août 1927, Wittorf commit une escroquerie de 1.550 marks. Il est établi que Thaelmann eut connaissance de celle-ci, au plus tard au mois de mai passé; il est vraisemblable qu'il l'avait apprise déjà avant. Malgré cela ce Wittorf fut proposé comme candidat au Reichstag grâce à la pression de Thaelmann, malgré une forte résistance des adhérents.

Au cours de la séance de la Direction de la région hambourgeoise des 16-17 juin passés, Wittorf accusa le trésorier Dehmel de la malversation qu'il avait en réalité commise lui-même. Là-dessus Dehmel dût abandonner sa fonction. C'est un fait absolument établi que ce véritable tour de coquin fut joué par Wittorf au su de Thaelmann et avec son approbation ; ce dernier, malgré qu'il connaissait la situation véritable, la dissimula devant le C. C. — Ce fait ne parle pas en faveur des « bonnes intentions » prêtées par le Comité Exécutif à Thaelmann qui aurait soi-disant voulu liquider cette affaire pendant une période politique moins difficile ; mais il montre que Thaelmann était intéressé à protéger les coupables et à effacer toutes les traces qui auraient pu amener la découverte de la corruption.

Thaelmann continuait à se taire tandis que des bruits circulaient déjà dans le prolétariat de Hambourg et que le Parti était obligé par les rapports publiés dans la presse social-démocrate et dans la feuille d'Urbahns de créer une commission d'enquête. Il n'a rien fait pour aider le travail de celle-ci au moment où la divulgation de la corruption d'Hambourg n'était plus qu'une question de jours, malgré que cela lui était commandé par son devoir de membre du Parti et surtout de Président de celui-ci; au contraire il se tut et il nia jusqu'au dernier moment avoir, lui aussi, connu la chose, jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité lui fut mise sous les yeux. Pourquoi à cet instant n'a-t-il pas manifesté ses bonnes intentions devant la commission d'enquête?

Lorsqu'il fut reconnu coupable il ne trouva pas une seule parole sur l'intérêt du Parti ; il pleurnicha plutôt, demandant grâce pour sa personne; il exprima seulement la crainte que le Parti souffrît de la perte de sa personnalité en tant que « chef ».

***

L'interview de Foch Marty est condamné pour avoir relevé du fond de sa cellule, une interview de Foch par le journal anglais *The Referee*. Cette interview a été démentie, mais le directeur du dit journal est venu en affirmer l'authenticité devant le tribunal, cette quinzaine. Voici le passage caractéristique du texte du *Referee :*

Le maréchal fit alors allusion aux premiers jours du léninisme et à un point d'histoire (en février 1919) lorsque, à la conférence des ambassadeurs, et aussi à une réunion des Alliés, il déclara que si seulement les Etats entourant la Russie étaient fournis de munitions et de matériel de guerre, il eût entrepris d'en finir une fois pour toutes avec la menace bolchevik.

« Je fus battu, spécifia-t-il, sous l'argument qu'on était fatigué de la guerre, mais les événements qui suivirent montrèrent combien j'avais raison. »

ENTRE NOUS

FINIE LA 4e ANNEE

Avec ce numéro nous terminons notre quatrième année. Avec le prochain, nous commencerons la cinquième. Aussi quelques-uns de nos amis se sont-ils étonnés de lire sur la dernière couverture : La R. P. va avoir quatre ans. Non, nous ne voulons pas la rajeunir, mais nous avons parlé d'elle comme d'une personne. Nous sommes fiers au contraire d'avoir tenu le coup pendant quatre ans. Pensez donc, nous ne devions pas vivre six mois. On s'était juré de nous tuer. Il n'y a pas eu moyen. Mais on a sérieusement gêné notre développement. Quoi qu'on en ait fait ces quatre dernières années nous avons vécu; quoi qu'on fasse à l'avenir nous grandirons et nous nous développerons.

NOTRE PLAN DE TRAVAIL POUR 1929

Nous allons le dresser, en discuter au prochain « noyau » et le publier dans les numéros de janvier, le chapitre sur la rédaction dans le n° du 1er, celui sur l'administration dans le n° du 15. Nous aurions voulu les donner ensemble d'un coup, mais le second chapitre doit forcément comprendre notre budget de 1928 qui ne sera clos que le 31 décembre, alors que le n° du 1er janvier sera déjà composé et tiré.

Que l'on se hâte de nous adresser remarques et suggestions relatives au plan de travail.

RENOUVELEZ ! RENOUVELEZ !

Une foule d'abonnements arrivent à expiration avec ce dernier n° de l'année. Nous serions heureux de voir rappliquer vite les renouvellements. La caisse est légère; cependant nous avons des paiements importants prévus pour cette période.

Un certain nombre d'abonnés se sont mis en retard; nous ne demandons pas mieux que d'attendre quand un camarade est momentanément gêné. Mais c'est à condition qu'il n'oublie pas une fois sa gêne passée que la R. P., elle, est gênée d'un bout de l'année à l'autre.

LA TABLE DES MATIERES

Nous avions annoncé que la table des matières des quatre années de la R. P. accompagnerait ce numéro : nous n'avions pas compté avec le travail que cela représente, et nous ne l'aurons prête que pour le numéro prochain.

De même c'est non quatre, mais dix ou douze pages que cette table comportera, et la dépense sera plus forte que celle d'abord envisagée. Nous renouvelons donc notre appel pour grossir la souscription afin de nous couvrir des frais supplémentaires d'impression et d'encartage. Que ceux qui attendent la table y pensent !

REPONSE A UNE REPONSE

D'une réponse à l' « Entre Nous » du 1er novembre, que nous adresse M. Garriguenc, instituteur à Côte-Chaude (Loire), en invoquant la loi, nous ne retiendrons qu'un point :

« C'est en plaisantant qu'il déclara à Thévenon qu'il devait être intéressé à la vente de la R. P. et qu'un marchand de journaux tel que lui serait payé bien cher au service de Coty. »

Un conseil à M. Garriguenc : qu'il s'abstienne donc de plaisanter à l'avenir sur le dévouement de nos camarades; d'abord parce qu'il plaisante vraiment avec trop de lourdeur; ensuite parce que cela l'entraîne à écrire des lettres qui touchent au grotesque.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 1 ; Seine, 2 ; Seine-et-Oise, 2 ; Aisne, 6 ; Aude, 1 ; Dordogne, 1 ; Doubs, 2 ; Ille-et-Vilaine, 1 , Jura, 1 ; Indre, 2 ; Indre-et-Loire, 1 ; Nord, 1 ; Puy-de-Dôme, 3 ; Rhône, 1 ; Sarthe, 2 ; Savoie, 3 ; Seine-Inférieure, 1 ; Tarn-et-Garonne, 1 ; Tunisie, 1. — Total : 33.

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Ménard (Seine), 10 ; David (Seine), 10 ; Léonie Kauffmann (Drôme), 10 ; Ferrier Paul (Savoie), 5 ; Leblanc (Aisne), 40; Imhoff (Rhône), 5 ; F. Morel (Haute-Savoie), 5 ; Groupe artistique (Seine), 173 ; J. et J. Cornec (Finistère), 20 ; B. Caruel (Finistère), 10; Collecte du C. S. du S. N. (Loire), 53; Raymond (Seine), 15 ; Pelletier Albert (Seine), 20 ; Pelletier Georges (Seine), 50. — Total : 426 francs.

Le Gérant : V. Godonnèche  Imp. Labor, 8, boul. de Vaugirard, Paris

Aujourd'hui, il y a place pour un révolutionnaire hors de l'Internationale communiste.

Une revue comme la « Révolution Prolétarienne » est un organe nécessaire.

Puisqu'on ne peut parler ni dans le Parti, ni dans l'Internationale, il faut pouvoir parler au dehors, car il est des choses qu'il faut dire, non par désir de vaine polémique mais dans l'intérêt même de la classe ouvrière.

La « Révolution Prolétarienne » est un refuge pour les révolutionnaires sincères qui ne peuvent plus supporter l'atmosphère étouffante du Parti, une défense contre le sabotage du mouvement ouvrier.

Le « Noyau ».

(Octobre 1925).